

Chers tous,

Je me permets de vous rappeler la tenue de notre premier séminaire de lectures partagées qui se tiendra le vendredi 29 septembre 2017 dans les locaux d'ART-Dev à l'université de Perpignan. Le rendez-vous est fixé un peu avant midi afin de pouvoir partager le déjeuner, puis, de 14 heures à 16 heures, le séminaire. Concernant ce dernier, je vous rappelle que nous débutons avec les travaux de David Harvey et plus particulièrement trois textes en pièce jointe à ce mail.

De façon à rendre le séminaire productif et participatif, nous l'avons pensé de la façon suivante :

- présentation de l'auteur et contextualisation
- justification du choix des textes du jour
- les notions et concepts forts mobilisés
- la façon dont nous les mobilisons dans certains de nos travaux
- et enfin un temps pour la « dispute » et la controverse scientifiques !

David Giband

LE « NOUVEL IMPÉRIALISME » : ACCUMULATION PAR EXPROPRIATION

David Harvey

Presses Universitaires de France | « Actuel Marx »

2004/1 n° 35 | pages 71 à 90

ISSN 0994-4524

ISBN 9782130543473

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-actuel-marx-2004-1-page-71.htm>

Pour citer cet article :

David Harvey, « Le « Nouvel Impérialisme » : accumulation par expropriation », *Actuel Marx* 2004/1 (n° 35), p. 71-90.
DOI 10.3917/amx.035.0071

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Le « Nouvel Impérialisme » : accumulation par expropriation

David HARVEY

Traduit de l'anglais par Isabelle Udry-Richet, Bernard Cros et
Nicolas Ballier

La survie du capitalisme sur une aussi longue période, malgré de multiples crises et restructurations, accompagnées de sombres prédictions – de gauche comme de droite – annonçant son effondrement imminent, est un mystère qui mérite éclaircissement. Henri Lefebvre, parmi d'autres, pensait qu'il avait trouvé la clé de l'énigme dans sa thèse célèbre selon laquelle le capitalisme survit grâce à la production de l'espace, mais il n'a jamais expliqué de manière précise comment cela était possible¹. Lénine, tout comme Rosa Luxembourg, pour des raisons et au moyen d'arguments assez différents, considéraient que l'impérialisme – une certaine forme de production d'espace – était la solution de l'énigme, même s'ils étaient persuadés que cette solution se heurtait à des limites du fait de ses propres contradictions indépassables.

J'ai tenté d'aborder ce problème dans les années 1970 en examinant le rôle des « dispositifs spatio-temporels » (*spatio-temporal fixes*) dans les contradictions internes du processus d'accumulation². Un tel argument n'a de sens qu'en rapport avec la tendance générale du capitalisme à engendrer des crises de suraccumulation, que l'on peut comprendre théoriquement grâce à la théorie marxiste de la baisse tendan-

1. Henri Lefebvre, *La survie du capitalisme. La reproduction des rapports de production*, Paris, Editions Anthropos, 1973, rééd. 2002.

2. La plupart de mes articles des années 1970 et 1980 ont été republiés dans David Harvey, *Spaces of Capital. Towards a Critical Geography*, New York, Routledge, 2001. La même thèse est développée aussi dans David Harvey, *The Limits To Capital*, Oxford, Basil Blackwell, version *reprint*, Londres, Verso, 1999.

cielle du taux de profit³. Ces crises se manifestent sous la forme d'une juxtaposition d'excédents de capital et de force de travail, sans qu'il soit apparemment possible de les mettre en œuvre de façon profitable pour accomplir des tâches socialement utiles. Afin d'éviter une dévaluation (ou même une destruction) générale de capital et de travail, il faut trouver des moyens permettant d'absorber ces excédents. L'expansion géographique et la réorganisation spatiale offrent une telle possibilité. Mais celle-ci ne saurait être indépendante de dispositifs temporels (*temporal fixes*) spécifiques, dans la mesure où l'expansion géographique implique souvent des investissements dans des infrastructures matérielles et sociales durables (transport, réseaux de communication, éducation, recherche par exemple) dont l'amortissement, par le biais des activités productives qu'ils soutiennent, s'étale sur plusieurs années.

Le capitalisme mondial connaît, depuis les années 1970, un problème chronique et durable de suraccumulation. Les données empiriques rassemblées par Robert Brenner pour illustrer ce point me semblent, d'une manière générale, convaincantes⁴. Cependant, j'interprète la volatilité du capitalisme international durant ces années comme le produit d'une série de dispositifs spatio-temporels temporaires qui n'ont pas permis, même à moyen terme, de résoudre le problème de la suraccumulation. Comme l'explique Peter Gowan, c'est par l'orchestration de cette volatilité que les Etats-Unis ont essayé de préserver leur hégémonie au sein de l'économie globale⁵. Le tournant qu'ils ont apparemment opéré récemment vers un impérialisme ouvert appuyé sur la force militaire peut être vu comme un signe d'affaiblissement de cette hégémonie face à la menace sérieuse de récession et de dévaluation de grande envergure à l'intérieur de leurs frontières, contrairement aux différentes poussées de dévaluation infligées ailleurs (en Amérique Latine dans les années 1980 et au début des années 1990 et, plus gravement encore, avec la crise qui a consumé l'Asie de l'Est et du Sud-Est en 1997 puis a englouti la Russie et une bonne partie de l'Amérique Latine). Mais j'aimerais aussi avancer l'hypothèse que l'incapacité d'accumuler par le biais d'un processus régulier de reproduction élargie a été accompagnée d'une multiplication de tentatives

3. Je présente ma propre version de cet argument théorique dans David Harvey, *The Limits To Capital*, *op. cit.*, chap. 6 et 7.

4. Robert Brenner, *The Boom and the Bubble: the U. S. in the World Economy*, Londres, Verso, 2002. La théorie de la suraccumulation de Brenner est très différente de la mienne mais je trouve ses données empiriques utiles et dans l'ensemble pertinentes.

5. Peter Gowan, *The Global Gamble. Washington's Bid for World Dominance*, Londres, Verso, 1999.

visant à favoriser l'accumulation par l'expropriation⁶. Et j'en conclus que telle est la marque distinctive de ce que certains se plaisent à désigner comme le « nouvel impérialisme »⁷.

L'accumulation par expropriation

Dans *L'accumulation du Capital*, Rosa Luxembourgeois distingue soigneusement deux aspects de l'accumulation capitaliste :

L'un concerne la production de la plus-value – à l'usine, dans la mine, dans l'exploitation agricole – et la circulation de marchandises sur le marché. Considérée de ce point de vue, l'accumulation est un processus purement économique dont la phase la plus importante est une transaction entre le capitaliste et le salarié. Dans les deux phases cependant, à l'usine comme sur le marché, elle reste exclusivement dans les limites d'un échange de marchandises, d'un échange de grandeurs équivalentes, sous le signe de la paix, de la propriété privée et de l'égalité. Il a fallu toute la dialectique acérée d'une analyse scientifique pour découvrir comment, au cours de l'accumulation, le droit de propriété se transforme en appropriation de la propriété d'autrui, l'échange de marchandises en exploitation, l'égalité en domination de classe. L'autre aspect de l'accumulation capitaliste concerne les relations entre le capital et les modes de production non capitalistes, il a le monde entier pour théâtre. Ici les méthodes employées sont la politique coloniale, le système des emprunts internationaux, la politique des sphères d'intérêts, la guerre. La violence, l'escroquerie, l'oppression, le pillage se déploient ouvertement, sans masque, et il est difficile de reconnaître

6. Dans la mesure où il s'agit là d'un problème complexe qui ne saurait être exposé dans un espace limité, je vais procéder de façon schématique et simplifiée, renvoyant les élaborations détaillées à une publication ultérieure.

7. La question du « nouvel impérialisme » a été soulevée à gauche par Leo Panitch, « The New Imperial State », *New Left Review*, 11, 1, 2000, 5-20. Cf. également Peter Gowan, Leo Panitch et M. Shaw, « The State, Globalization, and the New Imperialism : a Round Table Discussion », *Historical Materialism*, 9, 2001, 3-28. On trouvera d'autres commentaires intéressants in James Petras et Henry Veltmeyer, *Globalization Unmasked : Imperialism in the 21st Century*, Londres, Zed Books, 2001 ; R. Went, « Globalization in the Perspective of Imperialism », *Science and Society*, 66, 4, 2002-3, 473-97 ; Samir Amin, « Imperialism and Globalization », *Monthly Review*, juin 2001, 1-10. Pour un point de vue conservateur et libéral, on se reportera à Michael Ignatieff, « The Burden », *New York Times Magazine*, 5 janvier 2003 et R. Cooper, « The New Liberal Imperialism », *The Observer*, 7 avril 2002.

les lois rigoureuses du processus économique dans l'enchevêtrement des violences et des brutalités politiques.

Ces deux aspects de l'accumulation, explique-t-elle, sont « organiquement liés » et la trajectoire historique du capitalisme ne peut être analysée que s'ils sont pris en compte conjointement⁸.

La théorie générale de l'accumulation capitaliste de Marx est construite à partir de certaines hypothèses fondamentales qui correspondent, en gros, à celles de l'économie politique classique et qui excluent les processus d'accumulation primitive. Ces hypothèses sont les suivantes : l'existence de marchés concurrentiels libres et certains facteurs institutionnels tels que la propriété privée, l'individualisme juridique, la liberté de contrat et les structures appropriées de droit et de gouvernement, garanties par un Etat partenaire qui assure également l'intégrité de l'argent en tant que réserve de valeur et moyen de circulation. Le rôle du capitaliste comme producteur et échangiste de marchandises est déjà bien établi et la force de travail est devenue une marchandise qui s'échange généralement à sa valeur.

L'accumulation « primitive » ou « originelle » s'est déjà produite et l'accumulation se poursuit sous la forme de reproduction élargie (mais grâce à l'exploitation, dans la production, du travail vivant) dans une économie close opérant sous des conditions de « paix, de propriété et d'égalité ». Ces hypothèses nous permettent de voir ce qui se passerait si le projet libéral des économistes classiques ou, à notre époque, le projet néo-libéral des économistes néo-classiques, se réalisait. La supériorité de la méthode dialectique de Marx est de montrer que la libéralisation du marché – le credo des libéraux et des néo-libéraux – ne produirait pas un état harmonieux où chacun verrait sa situation s'améliorer. Elle produirait au contraire des niveaux toujours accrus d'inégalité sociale, à l'image de la tendance mondiale des politiques néolibérales mises en œuvre au cours des trente dernières années, en particulier dans des pays comme la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Elle produirait aussi, prédit Marx, des instabilités graves et croissantes,

8. Rosa Luxemburg, *L'accumulation du Capital*, Paris, Maspéro, 1967, t. II, ch. 31, « Le protectionnisme et l'accumulation », pp. 120-121. Rosa Luxemburg fonde son analyse sur une théorie de la sous-consommation (absence de demande effective) qui a des implications assez différentes de celles des théories de la suraccumulation (absence de débouchés pour des activités rentables) sur lesquelles je m'appuie. Une analyse approfondie du concept d'accumulation par expropriation et de ses relations avec le problème de la suraccumulation est présentée dans la troisième partie de mon ouvrage, *The New Imperialism*, Oxford, Oxford University Press, 2003.

culminant dans des crises chroniques de suraccumulation (du type de celle à laquelle nous assistons actuellement).

Le désavantage de ces hypothèses est qu'elles relèguent l'accumulation fondée sur la prédation, l'escroquerie et la violence à une « étape originelle » considérée comme dépassée ou, selon Rosa Luxemburg, comme d'une certaine façon « extérieure » au système capitaliste. Une réévaluation générale du rôle permanent et de la persistance des pratiques prédatrices de l'accumulation « primitive » ou « originelle » au cours de la longue géographie historique de l'accumulation du capital est donc tout à fait à l'ordre du jour, comme plusieurs commentateurs l'ont récemment observé⁹. Comme il peut sembler étrange de qualifier un processus en cours de « primitif » ou d'« originel », dans ce qui suit, je ferai plutôt référence à l'« accumulation par expropriation ».

Un examen plus approfondi de la description faite par Marx de l'accumulation primitive révèle une grande diversité de processus. Ceux-ci comprennent la marchandisation et la privatisation de la terre ainsi que l'expulsion forcée des populations paysannes ; la conversion de différents droits de propriété (commune, collective, étatique) en droits de propriété privée exclusifs ; la suppression des droits d'usage des terres communales ; la marchandisation de la force de travail et la suppression de formes de production et de consommation alternatives (indigènes) ; des processus d'appropriation des ressources (y compris les ressources naturelles) sous des formes coloniales, néo-coloniales et impériales ; la monétarisation des échanges et de l'impôt (en particulier sur la terre) ; la traite des esclaves ; l'usure, la dette nationale et, enfin, le système de crédit. L'Etat, avec son monopole de la violence et de la définition de la légalité, joue un rôle crucial à la fois dans le soutien et dans l'expansion de ces processus. Il existe de nombreuses preuves – que Marx suggère et que Braudel confirme – selon lesquelles la transition vers le développement capitaliste a dépendu directement de l'attitude de l'Etat – dont la contribution fut majeure en Grande-

9. Michael Perelman, *The Invention of Capitalism: Classical Political Economy and the Secret History of Primitive Accumulation*, Durham, Duke University Press, 2000. Il existe aussi un large débat dans *The Commoner* (www.thecommoner.org) à propos des nouvelles « enclosures » et de la question de savoir si l'accumulation primitive doit être comprise comme un phénomène purement historique ou permanent. De Angelis en présente un bon résumé ; cf. <http://homepages.uel.ac.uk/M.DeAngelis/PRIMACCA.htm>.

Bretagne, bien moindre en France et extrêmement négative en Chine jusqu'à une période très récente¹⁰.

L'évocation du tournant récent vers l'accumulation primitive en Chine indique qu'il s'agit d'un problème permanent, et de nombreux cas, en particulier en Asie de l'Est et du Sud-Est, illustrent le rôle décisif que les politiques et les projets des Etats (voir le cas de Singapour) ont joué dans la détermination de l'intensité et des voies prises par les nouvelles formes d'accumulation capitaliste. Le rôle de l'Etat dans le développement au cours de phases récentes d'accumulation du capital a, en conséquence, fait l'objet de nombreuses études. Il suffit de penser à l'Allemagne de Bismarck ou au Japon de la période Meiji pour se rendre compte qu'il en est ainsi depuis longtemps.

L'ensemble des processus décrits par Marx a toujours fait partie intégrante de la géographie historique du capitalisme. Certains d'entre eux se sont affinés et jouent aujourd'hui un rôle plus important encore que par le passé. Comme Lénine, Hilferding et Luxemburg l'ont souligné, le système du crédit et le capital financier, sont de puissants leviers de prédation, d'escroquerie et de vol. Publicité pour des investissements non garantis en bourse, escroqueries liées à la spéculation (pyramides, arnaques à la Ponzi), destruction organisée d'actifs par le biais de l'inflation, appropriation d'actifs au moyen de fusions et d'acquisitions, création de hauts niveaux d'endettement qui réduisent des populations entières, même dans des pays capitalistes avancés, à la condition de débiteurs permanents, sans parler des escroqueries dans les entreprises, des dépossessions d'actifs (fonds de pension attaqués, puis détruits suite à l'effondrement des cours de bourse et des sociétés) grâce à la manipulation du crédit et de la bourse : voilà autant de particularités essentielles de la nature du capitalisme contemporain. La faillite d'Enron a privé nombre de personnes de leurs moyens de subsistance et de leurs droits à la retraite. Toutefois, il importe avant tout de considérer les attaques spéculatives menées par les *hedge funds* (fonds d'investissements à risque ou fonds spéculatifs) et par toute une série de grandes institutions appartenant au capital financier, comme le fer de lance moderne de l'accumulation par l'expropriation. En provoquant une crise de liquidités dans toute l'Asie du Sud-Est, les *hedge funds* ont mené inexorablement des entreprises en bonne santé à la faillite. Ces dernières ont pu alors être achetées à des prix défiant toute concurrence

10. Karl Marx, *Le Capital*, vol. 1, trad. sous la resp. de J.-P. Lefebvre, 7^{ème} section, chap. XXIV & XXV, Paris, PUF, 1993 ; Fernand Braudel, *La dynamique du capitalisme*, Paris, Arthaud, 1985.

grâce au capital excédentaire des pays du centre, opérant ce qui, pour Wade et Veneroso, représente « le plus grand transfert d'actifs jamais vu en temps de paix, de propriétaires d'entreprises dans le cadre d'économies nationales (dans ce cas précis, d'Asie du Sud-Est) vers des propriétaires étrangers (ici, des Etats-Unis, d'Europe et du Japon) »¹¹.

Des mécanismes entièrement nouveaux d'accumulation par l'expropriation sont également apparus. L'accent mis sur les questions de droits de propriété intellectuelle au cours des négociations de l'OMC (au travers de « l'accord Adpic » : Aspect des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce) met en lumière les modalités selon lesquelles le dépôt de brevets et de licences sur les matériaux génétiques, sur le plasma germinatif, et sur toutes sortes d'autres produits, peut être utilisé à l'encontre des populations entières, dont les pratiques de gestion de l'environnement ont pourtant joué un rôle capital dans la mise au point de ces mêmes produits. Le « bio-piratage » fait rage et le pillage des réserves de ressources génétiques est en pleine expansion dans le monde entier au profit d'un petit nombre de multinationales. De la même manière, la diminution croissante des biens écologiques communs de la planète (la terre, l'air, l'eau) et la dégradation grandissante des habitats naturels qui n'autorisent que des modes de production agricole gourmands en capital sont issus de la marchandisation pure et simple de la nature sous tous ses aspects. La marchandisation de la culture, des histoires et de la créativité intellectuelle se traduit par des formes d'expropriation massive (l'industrie du disque, par exemple, est tristement célèbre pour son appropriation et son exploitation de la culture et de la créativité populaires). L'appropriation par les grandes entreprises et la privatisation de biens jusqu'ici publics, comme les universités, sans parler de la vague de privatisation de l'eau et d'autres entreprises publiques qui a submergé le monde entier, sont la forme

11. Robert Wade and Franco Veneroso, proposent la définition suivante : « de hauts niveaux d'épargne des ménages, plus des hauts niveaux de rapports dette/fonds propres, plus une collaboration entre banques, entreprises et Etat, plus une stratégie industrielle nationale, plus des incitations à l'investissement en fonction de la compétitivité sur le plan international, égale l'Etat développemental ». Cf. « The Asian Crisis : the High Debt Model versus the Wall Street-Treasury-IMF Complex » in *New Left Review*, 228, 1998, p. 7. Pour une étude de référence, cf. Johnson, C. *MITI and the Japanese Miracle : The Growth of Industrial Policy, 1925-75*, Stanford University Press, Stanford, 1982 ; l'impact empirique des politiques d'Etat sur les taux relatifs de croissance sont bien documentés chez Webber, M. et Rigby, D., *The Golden Age Illusion. Rethinking Post-war Capitalism*, New York, Guilford Press, 1996.

moderne « de l'enclosure des terres communes ». Comme par le passé, le recours à l'Etat s'avère souvent nécessaire pour imposer ces mouvements, parfois en dépit de la volonté populaire. Et comme par le passé, les processus d'expropriation déclenchent une forte résistance qui constitue le cœur du mouvement anti-mondialisation¹². Le transfert vers le secteur privé de droits de propriété jusque-là communs, obtenus au travers des luttes de classes (comme le droit à une retraite d'Etat, à l'assurance-chômage ou à la sécurité sociale) est, de toutes les politiques d'expropriation menées au nom de l'orthodoxie néo-libérale, l'une des plus honteuses. Le projet de privatisation de l'assurance sociale de l'administration Bush (qui, au passage, soumettra les retraites aux fluctuations du marché boursier) en est un exemple flagrant. Il n'est guère étonnant que le mouvement anti-mondialisation se soit autant focalisé ces derniers temps sur la reconquête des biens communs, ainsi que sur le rôle joué conjointement par l'Etat et le capital dans leur appropriation.

Le capitalisme fait siennes des pratiques cannibales, aussi prédatrices que frauduleuses. Mais, comme Luxembourg l'a justement relevé, « il est difficile de reconnaître les lois rigoureuses du processus économique dans l'enchevêtrement des violences et des brutalités politiques ». L'accumulation par l'expropriation prend des formes diverses et son mode de fonctionnement est souvent lié aux circonstances et au hasard. Cependant, elle est omniprésente à toutes les époques et s'intensifie nettement lorsque les crises d'accumulation se produisent pendant des périodes de forte croissance, au moment où la dévaluation semble la seule issue possible. Arendt avance l'hypothèse selon laquelle une nouvelle forme d'impérialisme est apparue en Grande-Bretagne avec les crises des années 1870 et 1880, au cours desquelles la bourgeoisie britannique s'est rendu compte, « pour la première fois, que le péché originel du vol simple, que ce qui, des siècles auparavant, avait permis "l'accumulation originelle du capital" (Marx), et avait amorcé toute l'accumulation à venir, finirait nécessairement par se répéter, sous peine de voir le moteur de l'accumulation s'arrêter d'un seul coup »¹³. Ceci

12. Cf. Robert Wade et Franco Veneroso, *op. cit.*

13. Cf. Hannah Arendt, *L'impérialisme*, Paris, Fayard, 1982, p. 52 (trad. modifiée). Pour une réflexion sur l'ampleur de la résistance cf. Gills, B. (dir.), *Globalization and the Politics of Resistance*, Palgrave, New York, 2000 ; voir également, Breecher, J. and Costello, T., *Global Village or Global Pillage ? Economic Reconstruction From The Bottom Up*, Boston, South End Press, 1994. Walden Bello propose un guide clair de la résistance dans *Deglobalization : Ideas for a New World Economy*, Zed Books, London, 2002. L'idée d'une mondialisa-

nous ramène aux liens entre la recherche de dispositifs spatio-temporels, les pouvoirs de l'Etat, l'accumulation par l'expropriation et les formes contemporaines de l'impérialisme.

Le « Nouvel Impérialisme » ?

Les formations sociales capitalistes, souvent agencées selon des configurations régionales ou territoriales particulières, et en général dominées par un centre hégémonique, ont depuis longtemps recours à des pratiques quasi-impérialistes pour mettre des dispositifs spatio-temporels aptes à faire face à leurs problèmes de suraccumulation. Il est toutefois possible de distinguer des périodes dans la géographie historique de ces processus. Il suffit pour cela de prendre Hannah Arendt au pied de la lettre, quand elle affirme que l'impérialisme eurocentriste de la période 1884-1945 a constitué « la première phase de la domination politique de la bourgeoisie »¹⁴. Chaque Etat s'est lancé dans sa propre aventure impériale pour résoudre ses problèmes de suraccumulation et de conflits de classes. Dans un premier temps, ce système se stabilisa sous l'effet de l'hégémonie britannique, et s'organisa autour du libre flux des capitaux et des marchandises. Il s'effondra à la fin du XIX^e siècle, et aboutit à des conflits géopolitiques entre grandes puissances cherchant à vivre en autarcie à l'intérieur de systèmes de plus en plus protectionnistes. Il donna lieu ensuite à deux guerres mondiales, selon un scénario proche de celui prévu par Lénine. Pendant cette période, une grande partie du monde, encore inexploitée, vit ses ressources pillées (il suffit de penser aux agissements du Japon à Taiwan ou le sort réservé par la Grande-Bretagne au Witwatersrand, en Afrique du Sud) par ces puissances, qui espéraient ainsi compenser leur incapacité chronique (révélée crûment pendant la crise des années 1930) à assurer la survie du capitalisme au moyen de la reproduction élargie.

Ce système fut bousculé à partir de 1945 par un autre système, dirigé par les Etats-Unis, dont le but était d'établir un contrat entre toutes les grandes puissances capitalistes pour éviter toute guerre intestine et trouver un moyen rationnel d'aborder collectivement la question de la suraccumulation, qui avait été à l'origine du désastre des années 1930. Pour y parvenir, ces pays devaient se répartir les avantages du développement d'un capitalisme intégré dans les régions du centre (d'où le

tion par en bas est abordée de manière très efficace par Falk, R. *Predatory Globalization : A Critique*, Cambridge, Polity Press, 2000.

14. Hannah Arendt, *L'impérialisme*, op. cit., p. 35.

soutien américain à la création d'une union européenne) et entreprendre une expansion géographique systématique (d'où l'insistance américaine sur la décolonisation et le « développementalisme » comme objectif global à poursuivre pour le reste du monde). Cette deuxième phase de la domination bourgeoise mondiale fut façonnée, pour une bonne part, par les circonstances de la guerre froide, qui confèrent aux élites militaires et économiques des Etats-Unis la position d'unique superpuissance capitaliste. Ceci eut pour effet de créer un « super-impérialisme » américain, davantage dicté par des impératifs militaires et politiques que par des nécessités économiques. Les Etats-Unis n'étaient guère dépendants des marchés extérieurs, tant pour leurs importations que pour leurs exportations. Ils pouvaient même se permettre d'ouvrir leurs marchés aux autres et absorber ainsi, grâce à leurs dispositifs spatio-temporels internes (construction du réseau autoroutier national, expansion galopante des banlieues, développement du sud et de l'ouest du pays, par exemple) une partie des excédents disponibles qui commençaient à apparaître nettement en Allemagne et au Japon pendant les années 1960. Le monde capitaliste dans son ensemble connut une forte croissance par le biais de la reproduction élargie. L'accumulation par l'expropriation demeura relativement discrète, même si certains pays possédant des excédents de capitaux, comme le Japon et l'Allemagne, eurent de plus en plus besoin de se tourner vers les marchés extérieurs, y compris en prenant part à la course au contrôle des marchés émergents des anciennes colonies. Toutefois, dans une grande partie de l'Europe, l'exportation de capitaux demeurait soumise à un contrôle sévère, tandis que l'Asie du Sud-Est limitait fortement les entrées de capitaux étrangers. Ce qui prédominait dans chacun des Etats, c'était la lutte des classes, avec pour enjeu la reproduction élargie, ses modalités et ses résultats, à savoir qui seraient les vainqueurs et les vaincus. Au plan géopolitique, les principaux conflits de la période étaient soit liés à la guerre froide (les Soviétiques ayant construit leur propre empire), soit à des foyers de tension résiduels (en général combinés aux enjeux politiques de la guerre froide, ce qui incita les Etats-Unis à soutenir de nombreux régimes post-coloniaux réactionnaires) causés par la réticence des puissances européennes à se retirer de leurs colonies (l'intervention franco-anglaise à Suez 1956 en constitue un exemple flagrant). Le ressentiment croissant causé par le confinement à une situation spatio-temporelle d'assujettissement perpétuel au centre déboucha toutefois sur les mouvements de libération nationale, qui combattirent cette dépendance. Le socialisme du tiers-monde souhaitait la modernisation, mais sur des bases politiques et de classe radicalement différentes.

Ce système s'effondra vers 1970. Il devint difficile de mettre en œuvre les contrôles de capitaux car les excédents de dollars américains commencèrent à inonder les marchés mondiaux. Les pressions inflationnistes augmentèrent du fait des manœuvres américaines pour s'approprier les armes et l'argent des armes en pleine guerre du Vietnam, tandis que l'intensification des luttes de classes dans les pays du centre finit par faire chuter les profits. Les Etats-Unis entreprirent dès lors de mettre sur pied un nouveau système fondé sur un ensemble de nouveaux dispositifs institutionnels financiers et internationaux. Son but consistait à contrer les menaces économiques venant d'Allemagne et du Japon et à redéfinir le pouvoir économique sur le mode d'un capital financier basé à Wall Street. L'augmentation vertigineuse du prix du pétrole, résultat d'une collusion entre l'administration Nixon et les Saoudiens, fit bien plus de dégâts sur les économies d'Europe et du Japon que sur celle des Etats-Unis qui, à l'époque, dépendaient très peu des réserves du Moyen-Orient¹⁵. Ce sont les banques américaines qui obtinrent le privilège de recycler les pétrodollars dans l'économie mondiale. Menacés sur le terrain de la production, les Etats-Unis répliquèrent en affirmant leur hégémonie au moyen de la finance. Mais pour que ce système fonctionne efficacement, il fallait obliger les marchés, ceux des capitaux notamment, à s'ouvrir au reste du monde. Ce processus demandait du temps et il exigeait une pression américaine féroce (soutenue par l'emploi de dispositifs d'envergure mondiale, tels que le FMI), ainsi qu'un engagement non moins féroce en faveur du néo-libéralisme présenté comme la nouvelle orthodoxie économique. Il remettait également en cause l'équilibre du pouvoir et des intérêts au sein de la bourgeoisie, qui penchait jusque-là en faveur des activités de production, au bénéfice des grandes institutions financières. Ceci permettait en outre d'attaquer les positions acquises par le mouvement ouvrier dans le cadre de la reproduction élargie, soit directement, en exerçant une surveillance étroite de la production, soit indirectement, en facilitant la mobilité géographique de toutes les formes de capital. Le rôle du capital financier fut donc d'une importance décisive dans cette troisième phase de l'histoire de la domination bourgeoise mondiale.

Ce système devint de plus en plus imprévisible et impitoyable. Il connut plusieurs phases d'accumulation par l'expropriation (en général au moyen de programmes d'ajustement structurel orchestrés par le FMI) conçues comme autant de remèdes aux difficultés rencontrées dans la sphère de la reproduction élargie. Dans certains cas, comme

15. Peter Gowan, *op. cit.*, pp. 21-22, énumère les preuves de la collusion entre Nixon et les Saoudiens.

celui de l'Amérique latine des années 80, des économies entières furent pillées et leurs actifs récupérés par les institutions financières américaines. Les attaques spéculatives contre les devises de la Thaïlande et de l'Indonésie en 1997, appuyées par les politiques déflationnistes sauvages exigées par le FMI, menèrent des entreprises, parfois viables, à la faillite, et inversèrent le formidable mouvement de progrès économique et social qui avait été réalisé dans une grande partie du Sud-Est asiatique. Des millions de personnes se retrouvèrent ainsi prisonnières du chômage et de la pauvreté. Fort opportunément, la crise déclencha également un repli sur le dollar, preuve de la puissance de *Wall Street*, et qui eut pour effet une augmentation extraordinaire de la valeur des actifs des plus riches aux Etats-Unis. Les luttes de classes commencèrent alors à se cristalliser autour de thèmes tels que les ajustements structurels dictés par le FMI, les activités prédatrices du grand capital et la disparition de certains droits sous l'effet des privatisations.

Les crises d'endettement ont ainsi pu être mises à profit pour réorganiser les rapports de production dans chaque pays, au cas par cas, de façon à favoriser la pénétration des capitaux étrangers. Dans chaque pays, les régimes financiers, les marchés nationaux, ainsi que des entreprises florissantes, furent offerts aux appétits des entreprises américaines, japonaises et européennes. Il devint alors possible de consolider les faibles marges réalisées dans les pays du centre en prélevant une partie de celles réalisées à l'étranger. L'accumulation par l'expropriation prit une place encore plus essentielle au sein du capitalisme mondial, avec la privatisation comme principale devise. La résistance portée par les mouvements anti-capitalistes et anti-impérialistes s'est concentrée sur cette dimension¹⁶. Si le système demeurait articulé

16. La gauche, qui en était largement restée aux enjeux politiques de la reproduction élargie (et qui, à plus d'un titre, raisonne encore dans ces termes), a mis bien du temps à reconnaître l'importance des manifestations contre le FMI entre autres mouvements contre l'expropriation. L'étude que J. Walton avait été le premier à consacrer aux manifestations anti-FMI fait aujourd'hui figure de classique sur la question : *Reluctant Rebels : Comparative Studies On Revolution and Underdevelopment*, New York, Columbia University Press, 1984. Cela dit, une analyse beaucoup plus approfondie du problème devient possible en distinguant entre, d'une part, les mouvements dirigés contre l'expropriation de type regressif et rejetant la modernité, et, de l'autre, ceux qui peuvent être progressistes ou du moins, tirer dans un sens progressiste dans le cadre d'un système d'alliances. Là encore, la manière dont Gramsci analyse la question méridionale en a fait une référence indispensable. Petras y est récemment revenu avec insistance dans sa critique de Hardt et Negri. Cf. Petras, J. « A Rose by Any Other Name ? The Fragrance Of Imperialism », *The Journal of Peasant Studies*,

autour de l'axe Wall Street - Trésor américain, il présentait toutefois de nombreux aspects multilatéraux, grâce aux places financières de Tokyo, Londres, Francfort, et de bien d'autres encore. Il est étroitement lié à l'émergence de grandes entreprises capitalistes transnationales qui, bien que basées dans un seul Etat, se sont étendues un peu partout dans le monde, selon des modes qui auraient été inconcevables au cours des phases précédentes de l'impérialisme (les trusts et les cartels décrits par Lénine étaient tous étroitement liés à un seul Etat). C'est ce monde-là que la Maison Blanche sous Clinton et sous Robert Rubin, son tout-puissant ministre des Finances issu des milieux spéculatifs de Wall Street, tenta de gérer au moyen d'un multilatéralisme centralisé, illustré par ce qu'on a appelé, au milieu des années 1990, le « consensus de Washington ». Pendant un court instant, on crut que Lénine s'était trompé et que c'est Kautsky qui avait peut-être raison : il devenait possible d'instaurer un « ultra-impérialisme » basé sur une collaboration « pacifique » entre toutes les grandes puissances capitalistes, aujourd'hui symbolisée par un groupe appelé le G7, et par ce qu'on appelle « la nouvelle architecture financière internationale », bien qu'elle soit sous la seule coupe des Etats-Unis ¹⁷.

Mais ce système se heurte à présent à de sérieuses difficultés. La fragmentation chaotique des conflits entre puissances et leur volatilité même rend difficile, comme Rosa Luxembourg l'avait déjà signalé, l'analyse des lois strictes de l'économie qui sont à l'œuvre derrière les miroirs et les écrans de fumée, particulièrement ceux de la finance. Mais même si la crise de 1997-1998 a révélé que l'épicentre des capacités de surproduction se situait bien en Asie du sud-est (de sorte que les États unis ont tout particulièrement ciblé cette région pour une dévaluation), le rétablissement rapide de certaines zones de l'Asie du sud-est a remis sur le devant de la scène mondiale le problème général de la suraccumulation ¹⁸. Cela pose la question du passage à un nouveau

29. 2, pp. 135-60. Il ne faut pas confondre les paysans aisés se battant contre la réforme agraire avec les paysans sans terre se battant pour leur droit à la survie.

17. Pour une présentation (de loin la meilleure), cf. Armstrong, P., Glyn, A. and Harrison, J., *Capitalism since World War II : The Making and Break up of the Great Boom*, Oxford, Basil Blackwell.

18. Perry Anderson (« Internationalism : A Breviary », *New Left Review*, 14, mars 2002, p. 20) relève de quelle manière « la vision de type kautskyen » finit par être abandonnée et note que des théoriciens libéraux comme Robert Keohane font également le lien. Sur la nouvelle architecture financière internationale cf. Soederberg, S., « The New International Financial Architecture : Imposed Leadership and Emerging Markets », *Socialist Register*, 2002, pp. 175-92.

dispositif spatio-temporel (pénétrant en Chine ?), ou celle de savoir qui fera les frais d'une nouvelle dévaluation. La menace d'une récession américaine après une décennie, voire plus, d'une croissance exubérante (et même « irrationnelle ») indique que les États-Unis ne sont pas à l'abri. La détérioration rapide de la balance des paiements des États-Unis constitue un facteur d'instabilité majeur. « Cette même explosion des importations qui a tiré l'économie mondiale » pendant les années 1990 a, selon Brenner, « porté les déficits commerciaux des échanges courants et commerciaux à des niveaux records conduisant à une croissance sans précédent des avoirs financiers étrangers et à une vulnérabilité, sans précédent dans l'histoire, de l'économie américaine à la fuite des capitaux et à l'effondrement du dollar »¹⁹. Mais cette vulnérabilité vaut des deux côtés. Si le marché américain s'effondre, alors il entraîne avec lui les économies qui comptent sur ce marché pour écouler leurs excédents de production. Quand les gestionnaires des banques centrales japonaises ou taiwanaises s'empressent d'avancer des fonds pour combler les déficits américains, il s'agit prioritairement pour eux de servir leurs propres intérêts : ils financent ainsi la consommation américaine qui sert de débouchés à leurs produits. Actuellement, ils sont peut-être en train de financer l'effort de guerre américain.

Mais l'hégémonie (et la domination) américaine est, une fois de plus, menacée et cette fois le danger semble plus significatif. Si, par exemple, Braudel (suivi par Arrighi) a raison, et qu'une puissante vague de financiarisation sert effectivement de prélude au transfert d'hégémonie d'une puissance dominante à une autre, alors le choix de la stratégie américaine de financiarisation dans les années soixante-dix pourrait bien illustrer un schéma historique auto-destructeur²⁰. Les déficits (intérieurs comme extérieurs) ne peuvent pas continuer indéfiniment à s'envoler. La capacité et le bon vouloir (principalement de l'Asie) de les financer (au rythme de 2,3 milliards de dollars par jour, au taux de change actuel) ne sont pas inépuisables. Tout autre pays au monde qui présenterait les caractéristiques macro-économiques des États-Unis aurait déjà été soumis à l'austérité impitoyable et aux procédures d'ajustement structurel du FMI. Mais, comme le remarque Gowan, « la capacité de Washington à manipuler le cours du dollar et à exploiter la domination de Wall Street sur la finance internationale a permis aux autorités américaines de se dispenser ce que d'autres États ont été obligés de faire : surveiller la balance des paiements, modifier

19. Robert Brenner, *op. cit.*, p. 3.

20. Arrighi, G. et Silver, B. *Chaos and Governance in The Modern World System*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1999, pp. 31-33.

l'économie du pays pour garantir de hauts niveaux d'épargne et d'investissement, surveiller les niveaux d'endettements publics et privés, disposer d'un système de médiations financières efficace permettant une croissance forte des secteurs de la production intérieure ». L'économie américaine a pu ainsi trouver « une échappatoire à toutes ces contraintes » et est devenue, de ce fait, « profondément perturbée et instable »²¹. En outre, les vagues successives d'accumulation par expropriation, ce signe distinctif du nouvel impérialisme américanocentré, déclenchent des résistances et des ressentiments partout où ils éclatent, engendrant non seulement un mouvement antimondialisation planétaire et actif (fort différent dans sa forme des luttes de classes, enchâssées dans les processus de reproduction élargie) mais aussi une résistance active à l'hégémonie américaine organisée par des puissances subordonnées, naguère dociles, particulièrement en Asie (la Corée du sud en fournit un bon exemple) et maintenant même en Europe.

Pour les Etats-Unis, les choix sont limités. Ils pourraient se détourner de leur forme actuelle d'impérialisme en procédant à une redistribution massive de la richesse à l'intérieur de leurs frontières et, sur le plan intérieur, en cherchant à absorber les excédents de production par des dispositifs temporels (une amélioration spectaculaire du secteur éducatif et la réparation d'infrastructures vieillissantes seraient de bons points de départ). Une stratégie industrielle de revitalisation du secteur manufacturier pourrait également s'avérer utile. Mais ceci imposerait de financer les déficits ou d'augmenter les impôts ainsi que d'adopter un certain dirigisme étatique et c'est précisément ce que la bourgeoisie se refuse à envisager, comme à l'époque de Chamberlain. Tout homme politique qui proposerait une telle solution est certain de se faire clouer au pilori par la presse capitaliste et ses idéologues et de perdre toute élection dans ce contexte de l'argent roi. Pourtant, et contre toute attente, c'est bien des Etats-Unis ainsi que du noyau dur des pays capitalistes (particulièrement en Europe) que vient une riposte de masse, hostile aux politiques néo-libérales et à la réduction des dépenses publiques et de protection sociale, qui pourrait bien être l'un des seuls moyens de sauver le capitalisme occidental de ses tendances autodestructrices.

Encore plus suicidaire au plan politique intérieur serait la tentative de s'imposer une autodiscipline d'austérité semblable à ce que le FMI impose aux autres pays. A l'extérieur, toute puissance étrangère qui s'y essaierait (par le biais de la fuite de capitaux et de l'effondrement du dollar, par exemple) s'attirerait des représailles américaines politiques,

21. Peter Gowan, *op. cit.*, p. 123.

économiques, voire militaires, cinglantes. On voit mal les Etats-Unis tranquillement accepter la croissance phénoménale de l'Asie du Sud-Est, s'y adapter, et reconnaître, comme Arrighi le souhaite, que nous observons un déplacement du centre de gravité de la puissance mondiale vers l'Asie²². Il est peu probable que les États-Unis cèdent la place. En tout état de cause, cela entraînerait une réorientation, dont certains signes sont déjà perceptibles, du capitalisme sud asiatique vers moins de dépendance vis-à-vis des consommateurs américains et l'établissement d'un marché basé sur la demande intérieure en Asie même. C'est là que l'énorme programme de modernisation en Chine, version locale de ce que firent les Etats-Unis dans les années cinquante et soixante pour tirer la croissance interne, pourrait jouer un rôle crucial en aspirant progressivement les excédents capitalistiques du Japon, de Taiwan et de la Corée du sud, et en diminuant d'autant les flux drainés vers les Etats-Unis. Aujourd'hui Taiwan exporte, par exemple, plus vers la Chine que vers l'Amérique du Nord. La diminution des flux financiers vers les Etats-Unis qui s'ensuivraient aurait des conséquences calamiteuses.

C'est dans ce contexte que se développent des tendances dans la classe politique américaine cherchant, au plan militaire, à rouler des mécaniques, puisque c'est la seule forme claire de pouvoir absolu à disposition, parlant ouvertement de l'Empire comme d'une véritable option politique (vraisemblablement pour mettre le reste du monde à contribution) et cherchant à contrôler les ressources en pétrole afin de contrebalancer les changements de rapports de force qui menacent, au niveau économique, la suprématie américaine à l'échelle mondiale. Les tentatives actuelles des Etats-Unis pour s'assurer la mainmise sur le pétrole irakien et vénézuélien (dans un cas en prétendant rétablir la démocratie et dans l'autre en la renversant) prennent toute leur signification. Nous assistons à une vulgaire répétition de ce qui s'est passé en 1973, car l'Europe et le Japon tout comme l'Asie du Sud-Est (la Chine y compris désormais, et c'est crucial) sont encore plus dépendants du pétrole du Golfe persique que ne le sont les Etats-Unis. Si les Etats-

22. Arrighi n'envisage pas de défi externe d'envergure significative mais ses collègues et lui-même en viennent toutefois à la conclusion que les Etats-Unis « sont bien plus à même que la Grande-Bretagne il y a cent ans de convertir leur hégémonie déclinante en domination par l'exploitation. Si le système finit par s'effondrer, la responsabilité en reviendra principalement aux Etats-Unis et à la résistance à l'ajustement et à l'adaptation. Inversement, un ajustement et une adaptation des Etats-Unis à la puissance économique montante du Sud-Est asiatique constituent une condition essentielle d'une transition non-catastrophique vers un nouvel ordre mondial ». Cf. Arrighi, G. et Silver, B., *op. cit.*, pp. 288-289.

Unis planifient le renversement de Chavez ainsi que celui de Saddam, s'ils peuvent stabiliser un régime saoudien armé jusqu'aux dents qui repose aujourd'hui sur les sables mouvants d'un pouvoir autoritaire (et qui menace de basculer dans un islamisme radical : tel était, après tout, l'objectif premier d'Oussama Ben Laden), s'ils peuvent, ce qui a l'air probable, passer d'Irak en Iran et consolider leurs positions en Turquie et en Ouzbékistan pour maintenir une présence stratégique à proximité des gisements pétroliers de la mer Caspienne, alors les États-Unis, par leur ferme contrôle sur le robinet du pétrole mondial, peuvent espérer conserver un contrôle effectif sur l'économie mondiale et conforter leur position hégémonique pour les cinquante années à venir ²³.

Les dangers d'une telle stratégie sont immenses. La résistance sera acharnée, à commencer par celle de l'Europe et de l'Asie, et la Russie ne sera pas en reste. La réticence à entériner l'invasion militaire américaine en Irak au Conseil des Nations Unies, notamment de la part de la France et de la Russie, qui entretiennent déjà des liens étroits avec les exploitants du pétrole irakien, était révélatrice. Les Européens en particulier sont bien plus attirés par la conception de l'ultra-impérialisme à la Kautsky, selon laquelle toutes les puissances capitalistes dominantes sont censées collaborer à part égale. Une hégémonie américaine instable qui repose sur une militarisation permanente et une politique extérieure aventuriste susceptible de mettre gravement en péril la paix à l'échelle planétaire n'est pas pour plaire au reste du monde. Le modèle européen n'en est pas plus progressiste pour autant. Si l'on en croit Robert Cooper, consultant de Tony Blair, il revient à remettre au goût du jour les distinctions du dix-neuvième siècle entre États civilisés, barbares et sauvages sous les traits d'une opposition entre États postmodernes, modernes et pré-modernes. A charge pour les postmodernes, en tant que garants d'un comportement civilisé décentré, d'induire, directement ou indirectement, une obéissance aux normes universelles (par quoi il faut entendre « occidentales ») et des pratiques humanistes (comprendre « capitalistes ») de par le monde ²⁴. C'est exactement ainsi que la tradition libérale du XIX^e siècle, à l'instar de John Stuart Mill, justifiait que l'on gardât l'Inde sous tutelle et que l'on prélevât son écot dans les colonies tout en vantant les mérites de la démocratie représentative en métropole. En l'absence de toute relance forte d'une accumulation soutenue dans le cadre d'un mouvement de reproduction élargie, ceci entraînera une politique d'accumulation par l'expropriation qui ira en

23. Klare, M. *Resource Wars : The New Landscape of Global Conflict*, New York, Henry Holt, 2002.

24. Cf. Cooper, *op. cit.*

s'aggravant partout dans le monde afin d'empêcher le moteur de l'accumulation de caler.

Cette forme alternative d'impérialisme risque fort peu d'être acceptable pour une large part de la population mondiale qui a fait l'expérience de (et dans certains cas a commencé à riposter à) l'accumulation par l'expropriation et autres formes de capitalisme prédateur qu'elle a eu à subir ces dernières décennies. La ruse libérale préconisée par quelqu'un comme Cooper est trop bien connue des auteurs post coloniaux pour exercer une quelconque séduction²⁵. Par ailleurs, le militarisme flagrant que les Etats-Unis mettent de plus en plus en avant comme l'unique réponse possible au terrorisme mondial n'est pas seulement lourd de menaces (au nombre desquelles, il faut compter les dangereux précédents des « frappes préventives ») ; il est de plus en plus perçu comme le masque d'une hégémonie menacée qui tente de se maintenir au niveau mondial.

Mais la question la plus intéressante concerne peut-être la réaction venant des Etats-Unis eux-mêmes. Sur ce point, Hannah Arendt fait de nouveau valoir un argument éclairant : l'impérialisme ne peut se maintenir dans les colonies sans exercer en métropole une répression active, voire tyrannique²⁶. Le mal fait aux institutions démocratiques en métropole peut être considérable (ainsi que les Français l'ont appris pendant la guerre d'Algérie). La tradition populaire aux Etats-Unis est anti-colonialiste et anti-impérialiste et il a fallu un tour de passe-passe assez considérable (si ce n'est une tromperie manifeste) pour cacher le rôle impérialiste des Etats-Unis sur la scène internationale, ou du moins pour lui faire revêtir les habits des grandes causes humanitaires au cours des dernières décennies. Rien ne dit que la population américaine soit prête dans son ensemble à soutenir un tournant explicite en faveur d'un Empire durablement militarisé (pas plus qu'elle ne s'est résolue à soutenir la guerre du Vietnam au bout du compte). Elle n'est pas davantage prête à continuer à accepter le prix à payer au niveau interne en termes de libertés individuelles et de droits du citoyen (prix substantiel vu les clauses répressives des mesures relatives à la sécurité intérieure [*Patriot Act, Homeland Security Act*]). Si l'Empire implique de déchirer la Déclaration des droits [*Bill of Rights*], rien ne dit que le compromis sera

25. Confrontée aux propos de Cooper, la critique formulée par U. Mehta (*Liberalism and Empire*, Chicago, Chicago University Press, 1999) est tout simplement dévastatrice.

26. Cf. Arendt, *op. cit.*, pp. 17-20. De manière intéressante, ceci a durablement constitué une source de préoccupation interne vis-à-vis des aventures impériales engagées par les Etats-Unis, comme l'indique William Appleman Williams dans son *Empire As a Way of Life*, New York, Oxford, 1980.

accepté. Mais l'autre aspect de la difficulté est que, en l'absence de toute reprise spectaculaire et soutenue d'une accumulation par la reproduction élargie et en raison des faibles possibilités qu'offre l'accumulation par l'expropriation, l'économie américaine risque de sombrer dans une dépression déflationniste qui fera passer, en comparaison, l'expérience du Japon ces dix dernières années pour une vulgaire anicroche. Et si l'on se détourne fortement du dollar, alors la politique d'austérité devra être brutale à moins, bien entendu, qu'émerge une politique radicalement différente de redistribution des richesses et des actifs (la bourgeoisie en frémirait d'horreur) qui se concentre sur la réorganisation complète des infrastructures sociales et physiques de la nation pour absorber le capital et la main d'œuvre inemployés dans des activités socialement utiles, par opposition à des fins de pure spéculation.

La forme que prendra le prochain impérialisme est à l'encan. La seule chose dont nous pouvons être certains, c'est que le mode de fonctionnement du système mondial traverse une période de transition majeure et que toute une série de forces actuellement en mouvement pourraient facilement faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre. L'équilibre entre l'accumulation par l'expropriation et la reproduction élargie a déjà basculé en faveur de la première, sans que l'on voie ce qui pourrait altérer cette dynamique. Ce basculement constitue le sceau même du nouvel impérialisme, conférant une importance idéologique cruciale aux prises de positions explicites sur le nouvel impérialisme et la nécessité de l'empire.

Nous savons que la trajectoire économique suivie par l'Asie est d'une importance capitale, mais que la domination militaire est toujours du côté des Etats-Unis. Voilà, ainsi qu'Arrighi l'a souligné, une situation inédite. Il se pourrait que nous assistions en Irak au premier acte d'une géopolitique mondiale dans un contexte de récession généralisée. Les Etats-Unis, dont l'hégémonie était fondée sur la production et le pouvoir financier et militaire dans l'immédiat après-guerre, ont perdu leur suprématie au niveau de la production après 1970 et il se peut bien que nous assistions à la perte de la suprématie financière, ne laissant que la puissance militaire. Ce qui se passe aux Etats-Unis est donc d'une importance cruciale pour la forme que le nouvel impérialisme est susceptible de prendre. Par surcroît, se développe un front d'opposition à l'expansion de l'accumulation par l'expropriation. Mais les formes de lutte de classes qui en résultent sont d'une nature profondément différente de la version classique de la lutte des classes du prolétariat dans le cadre de la reproduction élargie (qui se prolonge malgré tout dans des formes plus assourdies) et dont l'avenir du socialisme était tradition-

nellement censé dépendre. Il est vital d'encourager les solidarités qui commencent à émerger autour de ces différents vecteurs de luttes car on peut y discerner les ferments d'une forme de mondialisation radicalement différente, non-impérialiste, qui met davantage l'accent sur le bien-être social et sur des objectifs humanitaires associés à des formes créatives du développement géographique inégal que sur la glorification du pouvoir de l'argent, des valeurs boursières et sur l'incessante accumulation de capital, prête à tout, qui parcourt les espaces géographiques disparates de l'économie globale pour immanquablement finir concentrée dans quelques îlots de richesse extraordinaire. L'époque actuelle est peut-être hautement instable et pleine d'incertitudes, mais cela signifie aussi qu'elle est pleine d'imprévus et riche de potentialités.

RÉINVENTER LA GÉOGRAPHIE

David Harvey

Presses Universitaires de France | « Actuel Marx »

2004/1 n° 35 | pages 15 à 39

ISSN 0994-4524

ISBN 9782130543473

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-actuel-marx-2004-1-page-15.htm>

Pour citer cet article :

David Harvey, « Réinventer la géographie », *Actuel Marx* 2004/1 (n° 35), p. 15-39.
DOI 10.3917/amx.035.0015

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

-----L'ESPACE DU CAPITALISME-----

Réinventer la géographie *

David HARVEY

Traduit de l'anglais par Luc Benoît

Depuis la guerre, le domaine de prédilection de la recherche marxiste est l'histoire. Vous avez eu un parcours plus original. Comment êtes-vous devenu géographe ?

En réponse à votre question, je pourrais citer une raison triviale, mais néanmoins profonde. Quand j'étais enfant, je souhaitais souvent m'échapper de chez moi mais à chaque tentative, je ne me sentais pas du tout à l'aise, et je rentrais à la maison. J'ai donc décidé de m'échapper par l'imagination : là au moins, le monde était entièrement ouvert, puisque j'avais une collection de timbres qui montrait tous ces pays avec leurs timbres à l'effigie d'un monarque britannique, et j'avais l'impression que ces pays étaient tous les nôtres, les *miens*. Mon père travaillait comme contremaître aux chantiers navals de Chatham, ville très fortement marquée par la Marine. Nous habitons à Gillingham. Une fois par an pendant la guerre, on nous emmenait prendre le thé au chantier, sur un contre-torpilleur ; je fus tout à fait séduit par le charme des mers lointaines et de l'Empire. Ma première ambition fut de m'engager dans la Marine. Si bien que même dans les années très sombres 1946-47, juste après la guerre, il y avait encore tout un imaginaire qui englobait l'ensemble de cet univers impérial. L'enfant que j'étais se mit à lire les livres et à dessiner les cartes de ce monde avec passion. Plus

* Entretien avec la rédaction de la *New Left Review*. Reprise d'un article publié dans la *New Left Review* en août 2000.

tard, à l'adolescence, j'ai parcouru à bicyclette tout le nord du Kent et me suis largement familiarisé avec la géologie, l'agriculture et les paysages de notre région. J'ai pris beaucoup de plaisir à acquérir ce type de savoir. J'ai donc toujours été attiré par la géographie. A l'école, la littérature me plaisait aussi beaucoup. Quand je suis entré à Cambridge, ce qui était encore assez rare pour un garçon de mon milieu d'origine, je me suis inscrit en géographie plutôt qu'en littérature en partie à cause de l'un de mes professeurs, qui avait été formé à Cambridge et qui m'avait expliqué qu'étudier la littérature à Cambridge revenait moins à étudier la littérature qu'à étudier les critiques de F. R. Leavis. Je pensais pouvoir lire la littérature seul, sans avoir besoin des conseils de F. R. Leavis. J'ai donc préféré la voie de la géographie, sans bien sûr jamais me désintéresser de l'histoire et de la littérature.

Il y avait à Cambridge un département de géographie qui était solidement implanté et enseignait les bases de la discipline telle qu'on la pratiquait alors en Grande-Bretagne. J'y ai continué mes études jusqu'à ma thèse de doctorat, qui portait sur la géographie historique du Kent au XIX^e siècle, plus particulièrement sur la culture du houblon. En fait, mon premier article est paru dans la revue maison de la brasserie Whitbread : quand j'étais thésard, j'ai gagné 10 livres pour un papier publié à côté d'un article de John Arlott.

Votre premier ouvrage, Explanation in Geography (La Géographie expliquée), publié en 1969, est une intervention magistrale, d'une réelle ambition, dans la discipline. Mais elle semble être le produit d'une tradition strictement positiviste, cadre de référence exclusivement anglo-saxon qui ignore les grandes traditions géographiques concurrentes françaises et allemandes.

Explanation in Geography tentait de répondre à une question qui me paraissait être d'une importance centrale pour la discipline. Depuis toujours, le savoir géographique était extrêmement fragmenté, ce qui conduisait à insister fortement sur ce qu'on appelait l'« exceptionnalisme » de la géographie. Selon la doctrine alors dominante, le savoir résultant de l'enquête géographique était censé être différent de toute autre sorte de savoir. Il ne saurait faire l'objet de généralisations ou de systématisations. Il n'y a pas de lois en géographie, il n'y a pas de principes généraux auxquels on puisse se référer ; tout ce qu'on peut faire, c'est partir étudier, par exemple, la zone aride du Sri Lanka, et passer sa vie à essayer de la comprendre. Je voulais combattre cette conception de la géographie en insistant sur la nécessité d'appréhender le savoir géographique de manière plus systématique. A l'époque, il me

semblait que la tradition philosophique du positivisme constituait le point d'appui principal : dans les années 1960, le positivisme était encore très fortement imprégné de l'idée de l'unité de la science, qui lui venait de Carnap. C'est pour cette raison que Hempel et Popper étaient si importants à mes yeux ; je pensais pouvoir utiliser leur philosophie des sciences afin de contribuer à l'élaboration d'un savoir géographique plus unifié. Ceci au moment où, à l'intérieur de la discipline, il y avait un puissant mouvement vers l'introduction de techniques d'enquête statistique et de nouvelles méthodes quantitatives. On peut dire que mon projet était de développer l'aspect philosophique de cette révolution quantitative.

Quid du rayonnement externe de la discipline, à la lumière de ces changements internes ? Traditionnellement, la géographie semble avoir occupé une position bien plus visible sur la scène intellectuelle française ou allemande qu'en Grande-Bretagne : elle y a toujours été plus étroitement liée à de grands débats publics. La tradition qui va de la géographie de Vidal de la Blache jusqu'à l'école des Annales est clairement liée à une problématique de l'unité nationale ; la géographie de von Thünen en Allemagne est liée à l'industrialisation ; celle de Haushofer aux stratégies géopolitiques d'expansionnisme impérial ; à l'époque édouardienne nous avons eu notre propre version de cette école avec l'œuvre de Mackinder, mais son influence fut plus limitée. Comment situer la géographie britannique dans le contexte de l'après-guerre ?

Dans les années 60 en Grande-Bretagne, plus que partout ailleurs, la géographie était liée à la planification : à l'aménagement du territoire et à l'urbanisme. C'était l'époque où l'héritage de l'Empire était devenu encombrant, et où l'on se détournait de l'idée que la géographie pourrait ou devrait jouer un rôle à l'échelle du monde, voire contribuer aux débats géopolitiques. Il en résultait une approche fortement pragmatique qui s'efforçait de transformer la géographie en auxiliaire de la planification en Grande-Bretagne. En ce sens, la discipline est devenue tout à fait fonctionnaliste. Pour vous donner une idée de cette tendance, je pense qu'il n'existe pratiquement aucun domaine où, si on met le mot « urbaine » à la suite du mot « recherche », on puisse dire qu'on se situe au cœur de la discipline. Pour l'essentiel, l'histoire urbaine occupe une position dominée, de même pour l'économie urbaine ou la politique urbaine. Alors que la géographie urbaine était vraiment au cœur de ce qui bougeait au sein de la discipline. Il faut ajouter que, dans le domaine physique, la gestion de l'environnement consiste souvent à gérer les

ressources locales d'une certaine façon. De sorte qu'en Grande-Bretagne, la visibilité de la géographie dans l'espace public, qui me semble avoir été particulièrement importante, provenait de ces trois domaines distincts ; elle ne rayonnait pas à partir d'un projet intellectuel grandiose comme c'est le cas chez Braudel ou dans la tradition française. Il faut se rappeler que pour beaucoup d'entre nous qui avions des ambitions politiques pour la discipline, le concept de planification rationnelle n'était pas péjoratif dans les années soixante. C'était l'époque où Harold Wilson parlait de « technologie dernier cri », où l'on pensait que les techniques de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire constitueraient un levier pour le progrès social de l'ensemble de la population.

*Pourtant ce qui frappe à la lecture de *Explanation in Geography*, c'est l'absence de la moindre connotation politique. On a l'impression qu'il s'agit d'une œuvre strictement scientifique, qui ne se préoccupe nullement de questions de ce genre. Rien ne permet au lecteur de deviner que l'auteur pourrait devenir un militant de la gauche radicale.*

En fait, à l'époque, j'étais politiquement proche du réformisme fabien¹, ce qui explique ma fascination pour les idées de planification, d'efficacité technique et de rationalisation. Je lisais des économistes comme Oskar Lange, qui évoluaient dans ce cadre de pensée. Si bien que pour moi, il n'y avait aucune contradiction majeure entre une approche scientifique et rationnelle des problèmes géographiques et une application efficace de la planification afin de résoudre des problèmes politiques. Mais j'étais tellement obnubilé par l'écriture du livre que je n'ai même pas remarqué tout ce qui s'écroulait autour de moi. A peine avais-je remis le manuscrit de mon *magnum opus* à l'éditeur en mai 1968 que le changement de l'atmosphère politique générale me mit dans le plus grand des embarras. J'étais alors entièrement revenu de mon enthousiasme pour le socialisme d'Harold Wilson. C'est à ce mo-

1. Fondée, en 1884, la « Société fabienne » (*Fabian Society*) est un prestigieux groupe de réflexion et d'expertise, étroitement lié à la trajectoire du parti travailliste britannique (*Labour Party*). Parmi ses premiers membres citons le couple S. et B. Webb, l'écrivain H. G. Wells, le dramaturge G. B. Shaw ou la féministe S. Pankhurst. Dès le début du siècle, les « *fabiens* » s'affirment comme les pionniers de l'État providence, qu'ils ont largement contribué à créer en Grande-Bretagne, puis, dans les années 1950-60, à l'étendre et à le renouveler, dans le sillage de la réflexion d'un Anthony Crosland, avant de s'aligner progressivement sur le « modernisme » néolibéral de Tony Blair (qui en est membre ainsi que la quasi-totalité de son cabinet). [NdE]

ment précis que j'ai obtenu un poste aux Etats-Unis ; je suis arrivé à Baltimore un an après la destruction d'une grande partie de la ville, qui a été brûlée à la suite de l'assassinat de Martin Luther King. Aux Etats-Unis, les mouvements contre la guerre du Vietnam et pour les droits civiques étaient en pleine effervescence et moi j'étais là, avec mon gros livre au ton neutre qui semblait d'une manière ou d'une autre coupé de l'air du temps. Je me suis rendu compte qu'il fallait que je repense beaucoup de choses que j'avais tenues pour acquises dans les années 1960.

Qu'est-ce qui vous a conduit à partir aux Etats-Unis ?

A l'époque, les départements de géographie des universités américaines étaient en pleine croissance. La formation dans ce domaine était bien plus développée en Grande-Bretagne qu'aux Etats-Unis, si bien que les nouveaux postes ont été largement pourvus par des géographes britanniques. J'avais à plusieurs reprises enseigné aux Etats-Unis en tant que professeur associé, et quand on m'a proposé un poste à John Hopkins, j'ai trouvé l'offre séduisante. Le département de géographie de John Hopkins était interdisciplinaire ; il rassemblait des spécialistes en géographie et en ingénierie de l'environnement. Il s'agissait de constituer toute une équipe provenant des sciences sociales et des sciences naturelles afin de s'occuper des questions d'environnement de façon pluridisciplinaire. J'ai été l'un des premiers à être recruté dans le cadre de ce nouveau projet. Pour moi, ça a été une expérience extraordinaire, surtout les premières années. J'ai beaucoup appris au sujet des façons de penser des ingénieurs, des processus politiques et des problèmes économiques : je ne me sentais pas prisonnier des frontières de la discipline géographique.

Quelle était l'ambiance sur le plan politique ?

John Hopkins est un campus extrêmement conservateur, mais accueille depuis longtemps certaines figures intellectuelles dissidentes. Par exemple Owen Lattimore, auteur de ce grand livre intitulé *Inner Frontiers of Asia*, était quelqu'un qui m'intriguait beaucoup lorsque je suis arrivé ici pour la première fois ; il avait enseigné à John Hopkins de nombreuses années avant d'être la cible du maccarthysme. J'ai passé beaucoup de temps à discuter avec des témoins afin de savoir ce qui lui était arrivé, et je suis allé voir Lattimore en personne. J'ai fini par essayer de convaincre Wittfogel, qui l'avait mis en cause, d'expliquer pourquoi il avait attaqué Lattimore avec une telle violence. J'ai donc

toujours été fasciné par l'histoire politique de l'université ainsi que par celle de la ville de Baltimore. C'est un petit campus, qui est toujours resté très conservateur. Mais c'est pour cette raison qu'un nombre même réduit de militants de gauche déterminés pouvait avoir un impact bien réel : au début des années 1970, il y avait sur le campus un mouvement militant tout à fait significatif contre la guerre du Vietnam, ainsi que pour les droits civiques. La ville de Baltimore elle-même m'a intrigué dès mon arrivée. C'était en réalité un endroit idéal pour conduire des recherches empiriques. Je me suis rapidement impliqué dans l'étude des discriminations liées aux logements des cités, et depuis cette époque, cette ville a souvent constitué une toile de fond pour ma réflexion.

Dans quelle mesure Baltimore est-elle une ville américaine typique ?

Par bien des aspects, elle illustre parfaitement les processus qui ont modelé les villes sous l'influence du capitalisme américain, et représente un cas d'école en matière d'urbanisme contemporain. Mais il va de soi qu'elle possède aussi ses caractéristiques propres. Peu de villes d'Amérique du nord présentent une répartition des pouvoirs aussi simple que Baltimore. Après 1900, la grande industrie a majoritairement déserté la ville, ce qui a conduit à la prise du pouvoir par une élite riche dont la fortune provenait de l'immobilier et de la banque. Aujourd'hui il n'y a pas de sièges de sociétés à Baltimore, et on dit souvent de cette ville que c'est la plus grande plantation du Sud, car elle est dans une large mesure gérée comme une plantation par un petit nombre de grandes institutions financières. En fait, pour ce qui est de sa structure sociale, la ville est à cheval entre le Nord et le Sud. Les deux tiers de la population est noire, mais le militantisme noir est loin d'y atteindre les niveaux qu'on constate à Philadelphie, New York ou Chicago. Les rapports entre Blancs et Noirs y rappellent plutôt le Sud. Bien que les maires soient noirs, ils sont dans une large mesure dépendants de la grande finance, et sont entourés de banlieues blanches qui ne veulent pas entendre parler de la ville. Sur le plan culturel, Baltimore est l'un des grands centres américains du mauvais goût. Les films de John Waters sont typiques de Baltimore : on n' imagine pas qu'ils puissent se dérouler ailleurs. Sur le plan architectural, tout ce que la ville tente de faire échoue plus ou moins, un peu comme un architecte qui construit une maison en se trompant sur le calcul des angles et dont les gens disent des années plus tard : « Intéressante, cette maison, vous ne trouvez pas ? » On finit par beaucoup s'y attacher. J'ai cru un mo-

ment que j'écrirais peut-être un livre intitulé *Baltimore : la ville excentrique*.

Votre second livre, Social Justice and the City (La Justice sociale et la ville), qui date de 1973, comporte trois parties : approches réformistes libérales, approches marxistes, synthèses. Avez-vous écrit ces trois parties délibérément, de manière pré-établie, afin de retracer l'évolution de votre pensée, ou bien sont-elles apparues en cours de route ?

L'enchaînement des trois parties relève plus du hasard qu'autre chose. Quand j'ai commencé ce livre, je me considérais encore socialiste réformiste « fabien », mais cette étiquette n'avait pas grande signification dans le contexte américain. Personne n'aurait compris à quoi cela renvoyait. En Amérique, on m'aurait qualifié d'intellectuel de la gauche libérale-réformiste. C'est donc de cette approche-là que je suis parti. Puis je me suis rendu compte que ça ne fonctionnait pas. Je me suis donc tourné vers une approche marxiste pour voir si elle permettait d'obtenir de meilleurs résultats. Le glissement d'une approche à l'autre n'était pas prémédité : je suis tombé dessus par hasard.

Mais vous avez fait partie d'un séminaire de lecture qui a étudié Le Capital de Marx à partir de 1971, peu de temps après votre arrivée à Baltimore : vous avez récemment affirmé que cette expérience avait été un moment décisif de votre évolution. Etiez-vous l'animateur principal de ce groupe ?

Non, l'initiative venait d'étudiants de troisième cycle qui souhaitaient lire *Le Capital* – il y avait parmi eux Dick Walker – et moi j'étais l'enseignant qui les a aidés à organiser le séminaire. Je n'étais pas marxiste à l'époque, et savais très peu de choses sur Marx. De toute façon, c'était encore une époque où peu de textes marxistes étaient disponibles en anglais. Il y avait bien les ouvrages de Dobb, Sweezy et Baran, mais c'est à peu près tout. Par la suite, vous avez publié des textes d'auteurs français et allemands, ainsi que les œuvres de Marx en collection de poche. La publication de *L'Introduction à la critique de l'économie politique* dans cette collection a marqué une étape dans notre cheminement. Le séminaire de lecture fut une expérience merveilleuse, mais je n'étais pas en mesure de guider qui que ce soit. Au sein du groupe, nous étions tous aussi aveugles les uns que les autres. Ce qui rendait l'entreprise d'autant plus fructueuse.

Dans la conclusion de Social Justice and the City, vous expliquez que vous avez découvert l'œuvre d'Henri Lefebvre sur l'urbanisme après avoir écrit le corps du livre, et vous y consacrez quelques remarques incisives. Dans quelle mesure connaissiez-vous les écrits français sur l'espace à ce moment-là ? Rétrospectivement, on serait tenté de dire qu'au sein du marxisme français, il y avait deux écoles différentes qui auraient pu vous intéresser : la géographie historique d'Yves Lacoste et de ses collègues de Hérodote et la théorie de l'urbanisme contemporain de Lefebvre, qui avait pour origine la fascination du surréalisme pour la ville en tant que lieu de l'imprévu dans la vie quotidienne.

En fait, il existait une autre école en France, qui était plus influente sur le plan institutionnel que ces deux-là, et qui était liée au parti communiste : son représentant le plus connu était Pierre Georges. Cette école était très bien implantée dans l'institution universitaire, et contrôlait dans une large mesure les nominations. Ils pratiquaient une géographie qui n'était pas du tout ouvertement politisée ; elle s'intéressait surtout aux fondements terrestres sur lesquels les sociétés se construisent et à leurs transformations résultant de la mobilisation des forces productives sur le territoire. Lefebvre n'était pas considéré comme un géographe. Georges était une référence incontournable dans la discipline.

Votre réaction à l'œuvre de Lefebvre est tout à fait singulière, et cette singularité se retrouve dans vos œuvres ultérieures. D'une part, vous vous sentez proche du radicalisme politique de Lefebvre et vous accueillez favorablement la charge d'utopie critique qui en émane, mais d'autre part, vous insistez sur la nécessité d'équilibrer cette critique par une dose de réalisme. Cette réaction nuancée se retrouve de façon presque systématique dans votre œuvre, on peut penser à la manière originale dont vous vous saisissez et dont vous limitez le champ d'application de la notion d'« accumulation flexible » dans The Condition of Postmodernity ou encore à votre réaction au catastrophisme écologiste dans vos écrits les plus récents, réaction qui offre un mélange singulier de passion militante et de raison pondérée.

Je suis toujours resté fidèle à l'une des leçons que j'ai tirées de l'écriture de *Social Justice and the City*. La meilleure manière de l'exprimer est de citer un mot de Marx, qui parlait de confronter deux concepts pour en faire jaillir une étincelle théorique. Sur le plan de la théorie, l'innovation résulte très souvent de la collision de deux lo-

giques intellectuelles. Lors d'une confrontation de ce type, il ne faut jamais abandonner ses propres positions de départ : l'étincelle ne se produira qu'à condition de ne pas dissoudre complètement les éléments de départ lors de la production de nouveaux concepts. L'approche libérale-réformiste de *Social Justice and the City* ne disparaît pas totalement, loin s'en faut ; elle continue ultérieurement de faire partie du programme de recherche. Quand je lis Marx, je n'oublie jamais qu'il s'agit d'une critique de l'économie politique. Marx ne laisse jamais entendre que Smith et Ricardo écrivaient n'importe quoi, il respecte profondément leurs écrits. Mais il confronte leurs concepts à d'autres, forgés par Hegel et Fourier, afin de les transformer. J'ai procédé de la même façon dans mon propre travail : il y a peut-être chez Lefebvre de très belles idées, l'école de la Régulation a forgé des concepts très intéressants, qui doivent être respectés, sans que cela vous conduise à abandonner tous vos propres concepts : il faut tenter de confronter ces différents concepts en se demandant si on peut faire émerger une nouvelle forme de connaissance.

Comment Social Justice and the City a-t-il été reçu dans la discipline ? Sur le plan intellectuel, le début des années 1970 a été marqué par un grand virage à gauche : la réception a-t-elle été favorable ?

Aux Etats-Unis, il y avait déjà un courant de la gauche radicale parmi les géographes ; il gravitait autour de la revue *Antipode*, publiée à l'université Clark de Worcester, dans le Massachusetts, qui abritait depuis toujours l'un des principaux départements de géographie des Etats-Unis. Ses fondateurs étaient radicalement anti-impérialistes et ne supportaient pas les vieilles compromissions de la géographie avec le colonialisme occidental. La revue a déclenché des prises de position tranchées aux Etats-Unis lors de congrès nationaux et a donné naissance à un groupe, les géographes socialistes. En Grande-Bretagne, Doreen Massey, avec d'autres, était engagé dans une voie similaire. J'aurais donc tendance à dire qu'au début des années 1970, il existait un mouvement très large de jeunes géographes qui souhaitaient s'intéresser à ce type d'approche. *Social Justice and the City* est l'un des ouvrages qui témoignent de cette époque et s'est imposé comme un ouvrage de référence au fil du temps. Il a également été lu en dehors de la discipline, surtout en sociologie urbaine, et par quelques spécialistes de science politique. Les économistes de la gauche radicale s'intéressaient bien évidemment eux aussi aux questions liées à l'urbanisme, qui étaient devenues des problèmes politiques majeurs aux Etats-Unis. Le contexte était donc très favorable à la réception du livre.

The Limits to Capital (Les Limites du capital) a été publié environ à peu près neuf ans plus tard, en 1982. C'est une œuvre majeure de théorie économique, ce qui la distingue radicalement de vos écrits précédents. Comment s'est produite cette mutation ?

J'avais acquis à Cambridge des connaissances dans le domaine de l'économie néoclassique et de la théorie de la planification. Pour tout géographe, la théorie de la localisation de von Thünen, était, au premier abord, un point de repère très important. Et puis il faut rappeler que lors de l'écriture de *Explanation in Geography*, je m'étais plongé dans les débats portant sur la raison mathématique, de sorte que lorsque j'ai découvert les œuvres des économistes marxistes Morishima ou Desai, je n'ai pas eu de mal à comprendre de quoi il s'agissait. L'œuvre de Morishima, de même, bien évidemment, que *la Theory of Capitalist Development (Théorie du développement capitaliste)* de Sweezy, m'ont beaucoup aidé. Mais pour dire les choses franchement, lors de la rédaction de *The Limits to Capital*, j'en suis la plupart du temps resté aux textes de Marx lui-même. Après avoir écrit *Social Justice and the City*, je me suis rendu compte que je ne comprenais pas Marx, et qu'il fallait que je tire cela au clair, ce que j'ai tenté de faire sans trop passer par d'autres références. Je cherchais à en arriver au point où la théorie pourrait m'aider à comprendre les problèmes urbains, ce que je ne pouvais faire sans aborder la question du capital fixe, que presque personne n'avait alors vraiment étudiée. Il y avait le problème du capital financier, qui est fondamental pour comprendre le marché du logement, comme je l'avais appris à Baltimore. Si j'avais terminé mon livre à la fin de la première partie, il aurait dans une large mesure ressemblé aux autres livres portant sur la théorie de Marx qui ont été publiés à la même époque. C'est dans la partie suivante du livre, où j'étudie la temporalité de la formation du capital fixe et ses liens avec les flux d'argent et le capital financier, ainsi que leur inscription dans l'espace, que s'est affirmée sa spécificité. Ce fut une tâche difficile. L'écriture de *The Limits to Capital* a été un véritable casse-tête ; j'ai eu beaucoup de mal à le terminer, ainsi qu'à en faire une œuvre lisible : ça m'a pris presque dix ans. Ce livre a servi de fondement à tout ce que j'ai écrit depuis. C'est mon livre préféré, mais paradoxalement, c'est probablement celui qu'on lit le moins.

Comment a-t-il été accueilli à l'époque ? La New Left Review l'a certes complètement ignoré, mais quelle a été la réaction des autres secteurs de la gauche ?

Autant que je me souviens, aucun des économistes qui se prétendaient marxistes n'a pris le livre au sérieux. J'ai toujours trouvé ce corporatisme étrange, tant il est contraire à la manière dont Marx procédait lui-même. Il y a bien sûr des raisons de circonstances qui expliquent l'absence de réaction. La controverse autour de Sraffa et de la théorie marxienne de la valeur n'était pas encore terminée, ce qui a dissuadé beaucoup de gens de s'intéresser à une étude partant de la théorie marxienne du développement capitaliste. Il existait d'autres théories de la crise : celles de Jim O'Connor ou de John Weeks. On pouvait faire croire que la conclusion du livre prédisait des guerres entre pays impérialistes, éventualité qui était facile à écarter. Le seul véritable débat à propos du livre a eu lieu quelques temps après sa publication lorsque Michael Lebowitz l'a attaqué dans *Monthly Review* et que j'ai répondu. Globalement, le livre n'a pratiquement pas eu d'impact.

Vous étiez en bonne compagnie. Après tout, il y eut si peu de réactions lors de la publication du Capital que Marx en fut réduit à écrire lui-même une critique du livre sous un pseudonyme. Rétrospectivement, ce qui est frappant, c'est de constater à quel point votre théorie de la crise préfigure les travaux ultérieurs de deux marxistes, qui n'étaient pas non plus des économistes : l'historien Robert Brenner et le sociologue Giovanni Arrighi. Chez ces deux auteurs, l'espace devient une catégorie analytique centrale d'une manière inconnue dans la tradition marxiste avant votre livre. Le registre est plus empirique : l'un des deux livres analyse en détail les économies nationales depuis la guerre, l'autre étudie les cycles longs d'expansion à l'échelle mondiale, mais le cadre général et une grande partie des principales conclusions sont grosso modo les mêmes. Votre livre propose le modèle théorique pur de ce type de démarche ; l'analyse en trois mouvements de la façon dont le capital diffère ou résout les crises tendancielle, le remède structurel, le dispositif spatial, et le dispositif temporel, est d'une clarté inégalée.

Rétrospectivement, on peut dire que dans ce sens là le livre était prophétique. Mais ce que j'espérais, c'était que mon livre serve de cadre pour des recherches ultérieures, et j'ai été surpris qu'il ne soit pas lu de cette façon et reste pour ainsi dire lettre morte. Certes, il a été lu par les géographes de gauche et peut-être par certains sociologues, mais personne ne s'en est vraiment servi comme je l'aurais souhaité. Si bien qu'aujourd'hui, je pourrais prendre cette théorie de la crise et la confronter, par exemple, à la théorie des systèmes-mondes : en fait c'est sans doute ce que j'essaierai de faire lors d'un séminaire l'an prochain.

*Au fond, le plus gros obstacle à la réception favorable de votre œuvre provient certainement du fait que les marxistes rechignent depuis toujours à considérer la géographie comme facteur de contingence naturelle : les déplacements et les accidents arbitraires de la croûte terrestre et les inégalités qui en découlent dans le domaine de la vie matérielle. Les formulations principales du matérialisme historique procèdent par déduction, indépendamment des critères de localisation spatiale, qui n'interviennent jamais. Paradoxalement, dans un certain sens, la théorie de la crise que vous proposez dans *The Limits to Capital* respecte cette tradition : sa structure élégante est claire et déductive. Mais elle fait de l'espace une partie indispensable de cette structure, ce qui était tout à fait nouveau. Les catégories du Capital, qui n'ont rien de géographique, sont appliquées sur un terrain historico-naturel, dont la représentation reste bien évidemment abstraite, afin de rester fidèle aux exigences de la méthode déductive. Une telle combinaison ne pouvait manquer de bousculer les habitudes intellectuelles.*

A l'origine, j'avais l'intention d'extraire de *The Limits to Capital* certains développements historiques sur l'urbanisation, mais l'ouvrage projeté aurait été trop gros, et j'ai donc fini par transférer tout ce matériau dans les deux volumes d'articles qui sont parus en 1985, *Consciousness and the Urban Experience (La Conscience et l'expérience urbaine)* et *The Urbanization of Capital (L'Urbanisation du capital)*. Une partie des textes publiés dans ces deux ouvrages date d'avant *The Limits to Capital*. En 1976-77, j'ai passé une année à Paris dans le but de me familiariser avec le marxisme français, au moment où j'étais toujours aux prises avec l'écriture de *The Limits to Capital*, mais il en a été tout autrement. A vrai dire, j'ai trouvé les intellectuels parisiens un peu arrogants, complètement fermés à l'égard des intellectuels d'Amérique du nord ; je me suis senti plutôt solidaire lorsque Edward Thompson a lancé son attaque célèbre contre Althusser deux ans plus tard. Par contre Castells, qui n'était pas l'un de ces maîtres-penseurs, a été très chaleureux et m'a beaucoup aidé, ainsi que d'autres spécialistes de sociologie urbaine, ce qui fait que je n'ai pas perdu mon temps. Mais ce qui s'est en fait passé, c'est que j'ai été de plus en plus fasciné par la ville de Paris. J'ai pris beaucoup plus de plaisir à découvrir cette ville qu'à me colleter avec les schémas de reproduction, et c'est de cette passion qu'est né l'article sur le Sacré-Cœur et la Commune, qui a été publié en 1978. Puis je suis remonté jusqu'au Paris du Second Empire, et de ce sujet passionnant j'ai tiré l'article le plus long de mes deux livres. Ce qui m'intéressait, c'était de vérifier jusqu'à quel point l'appareil

théorique de *The Limits to Capital* fonctionnerait dans des situations concrètes.

Dans l'article sur le Second Empire, qui aurait pu faire l'objet d'un court livre, ce qui est tout à fait nouveau, c'est l'apparition soudaine d'un grand nombre de références littéraires, qui étaient totalement absentes de tous vos écrits antérieurs. Soudain elles se bousculent, page après page : Balzac, Dickens, Flaubert, Hardy, Zola, James. Est-ce que vous aviez jusqu'alors refoulé une partie de vous-même, où s'agissait-il en quelque sorte d'un nouvel horizon ?

Je lisais ces auteurs depuis toujours, mais je n'avais jamais eu l'idée de les utiliser dans le cadre de mon travail. Une fois que je m'y suis mis, je me suis rendu compte que la poésie ou la fiction avaient le pouvoir de suggérer de nombreuses idées historiques. Et à partir de ce moment-là, tout est sorti d'un seul coup. Cela n'était pas sans rapport avec mon statut dans le monde universitaire : j'avais alors atteint une position relativement stable ; je ne me sentais pas tenu de rester dans les limites étroites de ma discipline, ce que je n'avais d'ailleurs jamais vraiment fait. Mais il est clair que j'ai vécu le fait de dépasser délibérément ces limites comme une libération, sans parler du plaisir des textes eux-mêmes, après les efforts ingrats que m'avaient demandés *The Limits to Capital*.

Ce changement semble également avoir ouvert la voie au panorama que vous proposez dans The Condition of Postmodernity. Apparemment, au milieu des années 1980, l'avènement du postmodernisme ne vous a pas laissé indifférent. Mais d'où est venue l'idée d'écrire un livre complet à ce sujet ?

J'ai eu un premier réflexe d'exaspération. Soudain, on ne parlait plus que du postmodernisme comme catégorie qui permettait de comprendre le monde, et qui supplantait ou englobait le capitalisme. Je me suis alors dit : j'ai écrit *The Limits to Capital* ; j'ai fait toutes ces recherches sur le Paris du Second Empire ; j'ai une certaine connaissance des origines du modernisme et une large connaissance dans le domaine de l'urbanisation, qui joue un rôle important dans ce nouveau paradigme, pourquoi ne pas me mettre à écrire ce que je pense sur ce sujet ? Il en est résulté l'un des livres que j'ai eu le plus de facilité à écrire. J'ai mis environ un an à le rédiger, sans rencontrer de problème ni d'angoisse. Une fois entamée la rédaction, j'ai bien évidemment modéré ma réaction. Je ne voulais nullement contester en bloc la validité

du concept de postmodernité. Au contraire, j'estimais que ce concept désignait un certain nombre d'évolutions auxquelles nous devrions accorder toute notre attention. Inversement, cela ne signifiait pas qu'il faille capituler devant les effets de mode et les exagérations qui l'entouraient alors.

Dans ce livre, vos recherches interdisciplinaires se rejoignent de manière remarquable, en partant fort logiquement de l'urbanisme au sens strict, et proposent une analyse du réaménagement à Baltimore qui avance deux arguments fondamentaux contre les thuriféraires naïfs des vertus d'un postmodernisme qui aurait « dépassé » les horreurs de l'architecture moderniste. Ce discours, qui mélangeait les théories de Jacobs et de Jencks, était alors le suivant : alors que le modernisme a détruit nos villes car il croyait moins en l'homme qu'à la planification rationnelle et à ses formes architecturales implacablement monolithiques, le postmodernisme, lui, respecte les valeurs de la spontanéité urbaine et du chaos, et libère une pluralité de styles architecturaux. Sur ces deux points, vous déplacez le débat, en faisant remarquer que c'est moins la soumission aux principes de la planification qui a engendré la construction de tant d'horreurs que la soumission aux impératifs du marché, qui imposent aux villes un quadrillage tout aussi rigide à l'époque postmoderne qu'à l'ère moderne ; et que la diversité grandissante des styles résulte au moins autant de l'évolution des technologies, qui ont permis l'introduction de nouveaux matériaux et de nouvelles formes, que d'une quelconque émancipation esthétique.

Oui, il m'a semblé important d'attirer l'attention sur les nouvelles formes de monotonie que pouvait créer la soi-disant éclosion de fantaisie architecturale, et sur la naïveté d'une bonne partie des mises en scène(s) postmodernes : le simulacre de communauté qu'elles semblent souvent viser. Mais je voulais également indiquer clairement qu'il était nécessaire de tenir compte des changements sous-jacents dans l'économie réelle afin de comprendre les raisons du succès si durable de cette famille de styles. Ce qui m'a amené sur le terrain théorique qui a rendu célèbre l'École de la régulation française. Qu'est-ce qui avait changé dans le système des rapports entre capital et travail, et entre capital et capital, depuis la crise du début des années 1970 ? Pour prendre un exemple, dans quelle mesure pouvait-on maintenant parler d'un nouveau régime d'« accumulation flexible », fondé sur des marchés du travail temporaire ? Était-ce là le fondement matériel des modifications du tissu urbain que nous constatons autour de nous ? Il me semblait que l'École de la régulation avait tout à fait raison de mettre l'accent sur

les évolutions du salariat et sur les réorganisations des processus de travail ; je pouvais les suivre sur ce terrain jusqu'à un certain point, mais pas au point d'affirmer qu'on assistait à une sorte de transformation fondamentale du capitalisme en tant que tel. Ils prétendaient qu'un régime historique, le fordisme, avait cédé la place à un autre, l'accumulation flexible, qui l'avait remplacé dans les faits. Mais d'un point de vue empirique, il n'y a aucun signe d'un tel changement radical, « l'accumulation flexible » prédomine parfois temporairement ici ou là, mais on ne peut parler de changement de paradigme. Il est clair que le fordisme se maintient dans de nombreux secteurs de l'industrie, même s'il est vrai qu'il n'est pas pour autant épargné par le changement. A Baltimore, où Bethlehem Steel employait autrefois 30000 travailleurs, la même quantité d'acier est maintenant produite avec moins de 5000 ouvriers, ce qui signifie qu'à l'intérieur même du secteur fordiste la structure de l'emploi a changé. L'ampleur de ce type de réduction d'effectifs ainsi que la prolifération des contrats temporaires dans le secteur non fordiste ont créé une partie des conditions sociales de création d'identités fluides et instables qui caractérisent ce qu'on peut appeler la postmodernité. Mais ce n'est qu'un aspect du problème. Il y a beaucoup de manières de faire du profit, d'extraire la plus-value : celle qui marche a toutes les chances d'être de plus en plus souvent expérimentée, ce qui explique l'évolution possible vers plus d'« accumulation flexible », mais il y a des limites fondamentales à ce processus. Imaginez ce qu'il adviendrait de la cohésion sociale si tout le monde avait un travail temporaire – les conséquences que cela entraînerait en matière de vie urbaine et de sécurité publique. On voit déjà les dégâts qu'entraîne une évolution même partielle dans ce sens. Une transformation universelle conduirait à de dangereux dilemmes qui menaceraient gravement la stabilité de l'ordre social capitaliste.

Tout ceci concerne les rapports entre capital et travail ; qu'en est-il de ceux entre capital et capital ?

Ce qu'on constate dans ce domaine, c'est une asymétrie fondamentale en ce qui concerne le pouvoir de l'Etat. L'Etat-nation reste le garant par excellence de la régulation du travail. L'idée de son dépérissement ou de sa disparition en tant que centre de pouvoir à l'ère de la mondialisation est stupide. En fait, cette idée occulte le fait que l'Etat-nation est maintenant plus que jamais dédié à la création d'un climat favorable aux investissements des entreprises, ce qui passe justement par le contrôle et la répression des mouvements ouvriers par toute une série de moyens délibérément nouveaux : la réduction des prestations

sociales, le contrôle renforcé des flux migratoires, etc. L'Etat est extrêmement actif dans le domaine des rapports entre capital et travail. Mais quand on se tourne vers les rapports entre capital et capital, la situation est tout à fait différente. C'est là que l'Etat a réellement perdu le pouvoir de réguler les mécanismes de distribution et de concurrence, la mondialisation des flux de capitaux ayant permis de dépasser les limites de toutes les régulations qui restent strictement dans le cadre national. L'une des thèses principales de *The Condition of Postmodernity*, c'est que la véritable nouveauté du capitalisme qui s'est imposé à la suite du tournant des années 1970, ça n'est pas tant la flexibilité généralisée du marché du travail que l'autonomie sans précédent du capital financier par rapport aux circuits de la production matérielle : cette hypertrophie de la finance, qui constitue l'autre fondement sous-jacent de l'expérience et de la représentation de la postmodernité. L'ubiquité et l'instabilité de la finance, fondement impalpable de l'existence contemporaine, est l'un des thèmes clé du livre.

C'est pourquoi vous adaptez le titre de Céline : Vie à crédit. En fait, votre façon de procéder dans The Condition of Postmodernity est très proche de ce que Sartre recommandait en vue de revitaliser le marxisme. Selon lui, le marxisme devait nécessairement se donner pour tâche de fondre l'analyse des structures objectives et la restitution de l'expérience subjective, ainsi que leurs représentations, en une seule entreprise totalisante. C'est une assez bonne description de ce que vous faisiez. Qu'est-ce qui selon vous constitue le résultat le plus important du livre ?

Des livres que j'ai publiés, *The Condition of Postmodernity* est celui qui a eu le plus de succès : il a eu un lectorat plus important que celui de tous mes autres ouvrages cumulés. Quand un livre rencontre un écho aussi fort dans le public, sa réception varie en fonction des différents types de lecteurs. Selon moi, la partie la plus innovante du livre est sa conclusion, qui est la partie dans laquelle j'étudie ce que l'expérience postmoderne signifie pour les gens du point de vue de la manière dont ils vivent et imaginent l'espace et le temps. C'est le thème de la « compression spatio-temporelle », que j'étudie de diverses manières dans les derniers chapitres, qui en est la clé de voûte concrète.

Dans Justice, Nature and the Geography of Difference (La Justice, la nature et la géographie de la différence), on a l'impression que, dans un autre domaine, vos références changent. Heidegger et Whitehead

deviennent beaucoup plus importants que Hempel et Carnap. Ce livre rassemble des articles extrêmement variés. Quel est son but principal ?

C'est probablement le livre le moins cohérent que j'aie jamais écrit. Il se peut même que son manque de cohérence ne soit pas dénué d'avantages, car cela a pour conséquence d'ouvrir l'éventail des possibles. En réalité ce que je souhaitais faire, c'était prendre quelques concepts géographiques de base tels que l'espace, le lieu, le temps et l'environnement et montrer qu'aucune lecture matérialiste historique du monde ne peut se passer d'eux. En d'autres termes, il nous faut un matérialisme historico-géographique, ce qui implique une certaine conception de la dialectique. Les trois derniers chapitres illustrent ce qui peut en résulter. Les questions de géographie sont toujours présentes – comment en serait-il autrement ? – dans toute approche matérialiste de l'histoire, mais elles n'ont jamais fait l'objet d'un traitement systématique. Je voulais fonder la nécessité d'une telle approche. Je n'y suis probablement pas parvenu, mais j'aurai au moins essayé.

L'un des fils conducteurs du livre est le débat critique qui s'engage avec l'écologie radicale, et dans lequel, comme souvent, vous adoptez une position équilibrée. Vous mettez le lecteur en garde contre le catastrophisme écologiste de gauche. Doit-on considérer cette dernière théorie comme l'avatar tardif des théories de l'effondrement du marxisme d'autrefois ?

Il y a eu un très bon débat à ce sujet avec John Bellamy Foster dans *Monthly Review*, qui nous a permis de mettre très clairement sur la table ces problèmes. J'ai énormément de sympathie à l'égard d'un grand nombre de thèses écologistes, mais le fait d'avoir travaillé dans un département d'ingénierie où prévaut la recherche de solutions pragmatiques m'a conduit à me méfier des prévisions apocalyptiques, même lorsqu'elles viennent des scientifiques eux-mêmes, comme cela arrive parfois. J'ai passé beaucoup de temps à essayer de convaincre les ingénieurs d'accepter l'idée que le savoir est toujours une construction sociale, même dans leur propre domaine de compétence technique. Mais quand je discute avec des littéraires, je me retrouve obligé de leur rappeler que lorsqu'un réseau d'égouts ne marche pas, il vaut mieux s'adresser aux ingénieurs qu'aux postmodernes, et de fait, mon département a énormément contribué à inventer de nouvelles solutions dans le domaine du traitement des eaux usées. Je suis donc à la frontière entre les deux cultures. Le chapitre sur la dialectique dans *Justice, Nature and the Geography of Difference* tentait d'éclaircir cette énigme à

l'intention des ingénieurs et des scientifiques. C'est la raison pour laquelle il parle le langage des processus naturels et non celui des catégories philosophiques. S'il s'était agi d'un cours de dialectique pour des littéraires, j'aurais bien évidemment dû parler de Hegel, mais comme je m'adressais à des ingénieurs, il valait mieux se référer à Whitehead, à Bohm ou à Lewontin, c'est-à-dire à des scientifiques connaissant le travail scientifique. Tout ceci donne une image assez différente de la dialectique, comparé à celle à laquelle nous ont habitués les littéraires et les philosophes.

Un autre fil conducteur de votre livre, qui apparaît dès son titre, est une certaine idée de la justice. Voilà un concept que la tradition marxiste n'aime pas beaucoup. D'un point de vue historique, il ne fait pas de doute que le sentiment d'injustice représente un levier puissant de révolte sociale, bien qu'à des degrés variables selon les cultures, comme Barrington Moore et d'autres l'ont montré. Et pourtant il semble que le besoin de construire à ce propos une théorie des droits ou de la justice ne se soit jamais fait sentir. L'époque moderne a tenté d'en définir les fondements à de nombreuses reprises, mais sans grand succès. Tout comme Bentham avant lui, Marx a violemment critiqué la faiblesse philosophique de ces théories. Pourquoi pensez-vous pouvoir passer outre ces objections ?

Marx s'est opposé à l'idée de justice sociale parce qu'il pensait qu'il s'agissait d'une tentative de résoudre par la seule distribution des problèmes qui concernaient le mode de production. La redistribution des revenus dans le cadre du capitalisme ne pouvait être qu'un palliatif ; la solution résidait dans la transformation du mode de production. Cette position de refus est d'une grande force. Mais en y réfléchissant, j'ai été de plus en plus frappé par quelque chose d'autre que Marx a écrit, sa thèse fameuse, énoncée dans l'introduction de *L'Introduction à la critique de l'économie politique*, selon laquelle la production, l'échange, la distribution et la consommation sont tous des moments d'une totalité organique, chacun totalisant les autres. Je pense qu'il est très difficile de parler de ces moments sans présupposer un certain concept de justice, ou, pour le dire autrement, des effets redistributifs de la transformation du mode de production. Je ne souhaite pas abandonner l'idée que l'objectif fondamental est précisément cette transformation, mais si on en reste là, et si on se désintéresse des conséquences que cela aurait dans le domaine de la consommation, de la distribution et de l'échange, on se prive d'un levier politique. Je pense donc qu'il est légitime de ré-introduire l'idée de justice, à condition toutefois de ne pas le faire au

détriment de l'objectif fondamental du changement du mode de production. Il faut bien évidemment aussi garder à l'esprit le fait que certains des acquis de la social-démocratie, que l'on appelle souvent socialisme redistributif en Scandinavie, ne sont pas négligeables. Ce sont des progrès limités, mais réels. Et puis il existe enfin une dernière bonne raison, tactique, qui fait que la gauche a intérêt à se réappropriier les idées de justice et de droits, que j'évoque dans mon dernier livre, *Spaces of Hope (Espaces d'espoir)*. S'il est une contradiction fondamentale dans l'idéologie de la bourgeoisie elle-même partout dans le monde d'aujourd'hui, elle réside dans le domaine de la rhétorique des droits. En me replongeant dans la Déclaration des droits des Nations Unies de 1948, j'ai été tout à fait frappé par les articles 21 à 24 sur les droits des travailleurs. La question qui se pose, c'est : dans quel monde vivrions-nous aujourd'hui si ces droits avaient été pris au sérieux, au lieu d'être violés de façon flagrante dans presque tous les pays capitalistes du monde ? Si les marxistes abandonnent l'idée des droits, ils se privent de la possibilité de dénoncer cette contradiction.

Une réponse marxiste classique ne consisterait-elle pas à dire : justement, la preuve du pudding, c'est qu'on le mange. Toutes vos belles listes de droits sociaux, elles sont là, elles ont été proclamées solennellement il y a cinquante ans, mais qu'est-ce qu'elles ont changé concrètement ? La notion de droits est par essence malléable, chacun peut les inventer pour satisfaire ses propres intérêts. En réalité ils représentent des intérêts, et c'est le rapport de forces entre ces intérêts qui détermine quelle version de ces droits – toute aussi artificielle que les autres – prédomine. Après tout, quel est le droit de l'homme le plus universellement reconnu aujourd'hui, après la liberté d'expression ? Le droit à la propriété privée. Chacun devrait être libre de jouir de ses talents, de transmettre les fruits de son travail à la génération suivante, sans que nul de s'y oppose : ce sont là des droits inaliénables. Qu'est-ce qui nous autorise à penser que les droits à la santé ou à l'emploi puissent avoir priorité ? En ce sens, ne peut-on pas dire que le discours des droits, qui regorge de platitudes contradictoires, n'en est pas moins structurellement vide ?

Non, il n'est pas vide, il est plein. Mais de quoi ? Principalement de cette notion bourgeoise des droits que Marx récusait. Ce que je dis, c'est que nous pourrions les remplir autrement, par une conception socialiste des droits. Tout projet politique a besoin d'une série d'objectifs rassembleurs susceptibles de vaincre ses adversaires, et une conception dynamique du potentiel des droits nous en offre la possibilité, tout sim-

plement parce que l'adversaire ne peut pas abandonner ce terrain là, auquel il attache depuis toujours une si grande importance. Si une organisation comme Amnesty International, qui a beaucoup fait pour les droits politiques et les droits civiques, avait défendu les droits économiques avec la même obstination, le monde où nous vivons aujourd'hui ne serait pas le même. Je pense donc que la tradition marxiste doit dialoguer avec le discours des droits, car c'est là que peuvent se gagner des batailles politiques majeures. Aujourd'hui, partout dans le monde, la plupart des révoltes sociales en appellent spontanément à une certaine conception des droits.

Dans le premier article de votre dernier livre, Spaces of Hope, « D'une génération à l'autre », vous soulignez le contraste entre un séminaire de lecture sur Le Capital au début des années 1970 et un séminaire du même type aujourd'hui. Vous faites remarquer qu'à l'époque, il fallait faire un grand effort pour relier les catégories abstraites d'une théorie du mode de production aux réalités quotidiennes du monde extérieur dans lequel, pour reprendre vos termes, les questions de Lénine, et non celles de Marx, étaient au premier plan, au moment où les luttes anti-impérialistes et les mouvements révolutionnaires livraient bataille partout dans le monde. A l'inverse, dans les années 1990, l'agitation révolutionnaire avait peu ou prou disparu, mais l'actualité était sans cesse dominée par les rachats d'entreprise et les cours de bourse si bien que les gros titres de tous les quotidiens semblaient s'inspirer directement de la Théorie de la plus-value. Dans le panorama de la situation contemporaine que vous faites à la fin de votre article, vous critiquez l'abus de la formule que Gramsci a empruntée à Romain Rolland, « l'optimisme de la volonté, le pessimisme de l'intelligence », en préconisant un solide optimisme même dans le domaine de l'intelligence. La conclusion n'est pas du tout artificielle, elle paraît entièrement naturelle. Mais elle éclaire de manière intéressante votre parcours. Car ce qu'elle indique, c'est que l'ensemble de l'expérience communiste, qui s'est déployée sur un tiers de la surface émergée de la planète, n'apparaît pratiquement pas dans votre vision des choses, comme si vous n'étiez ni procommuniste ni anticommuniste, comme si vous aviez créé votre propre marxisme avec beaucoup de vigueur et de créativité en restant totalement en marge de ce grand drame historique. Si l'effondrement de l'URSS et des espoirs qu'elle avait autrefois suscités est la principale toile de fond du pessimisme de l'intelligence à gauche, il est logique que vous n'en soyez pratiquement pas affecté. Mais la question n'en demeure pas moins : comment votre

pensée a-t-elle pu éviter de se confronter à un objet qui occupait si massivement l'horizon intellectuel ?

Cela tient en partie aux circonstances. Je ne connaissais pas du tout la géographie soviétique, et bien qu'intéressé par la Chine, je ne l'ai abordée dans aucun de mes travaux. Mais si tout cela était en un certain sens fortuit, cela reflétait également mon propre tempérament. Marx était ma boussole or ce qu'il a écrit, c'est une critique du capitalisme. C'est à partir de cette critique, et seulement à partir d'elle, que peut surgir une solution de rechange. J'ai donc toujours préféré essayer d'appliquer cette critique et d'envisager des solutions de rechange à l'endroit même où je me situais, à Baltimore ou à Oxford, ou en tout autre lieu où il se trouvait que j'étais. C'est peut-être cela ma forme particulière de localisme. D'une part je mets en place une théorie générale mais d'autre part je ressens le besoin de cet ancrage dans ce qui se passe localement, près de chez moi. Alors que le marxisme était si souvent censé concerner surtout l'Union Soviétique et la Chine, je voulais dire qu'il concernait le capitalisme, qui est omniprésent aux Etats-Unis, et que c'est cela qui doit prévaloir pour nous. Tout ceci a donc eu pour effet de me protéger un peu des répercussions liées à la chute du communisme. Mais il faut aussi que je reconnaisse qu'il s'agit là d'une des insuffisances de mes propres travaux. Malgré la variété de mes recherches géographiques, mes travaux sont restés centrés sur l'Europe et sur les grandes métropoles. Je ne me suis pas beaucoup occupé du reste du monde.

Dans vos écrits les plus récents, vous abordez plusieurs fois le thème de l'évolution, et vous vous confrontez à l'œuvre de E. O. Wilson sans complaisance mais sans a priori, ce qui change sensiblement de la plupart des réactions de gauche à ses écrits. On comprend que quelqu'un qui était autrefois proche des idées de Carnap soit séduit par le concept wilsonien d'« unicité du savoir » scientifique, même si vous ne cachez pas vos propres réserves à ce sujet. Mais c'est la thèse de Wilson des prédispositions génétiques de toutes les espèces qui vous donne l'occasion de faire une série de réflexions remarquables sur l'évolution humaine, qui, d'après vous, aurait légué à notre espèce un répertoire de capacités et de compétences – la concurrence, l'adaptation, la coopération, l'adaptation à l'environnement, le repérage dans l'espace et dans le temps – à partir duquel chaque société invente sa propre synthèse. Vous affirmez que le capitalisme requiert toutes ces capacités, et qu'une certaine forme de coopération n'est pas la moins essentielle d'entre elles, mais qu'elle privilégie un mode particulier de

concurrence. Mais s'il est vrai qu'on ne pourrait en aucun cas éliminer la concurrence en elle-même, en tant que tendance innée de l'espèce humaine, les rapports de cette tendance avec les autres ne sont en rien immuables. La meilleure manière d'envisager le socialisme est donc d'y voir une reconfiguration du répertoire de base de l'espèce humaine qui changerait et améliorerait l'équilibre entre ces éléments constitutifs. Il s'agit là d'une réponse spectaculaire aux thèses de la sociobiologie sur son propre terrain. Mais un défenseur zélé du système actuel répondrait : certes, mais de même que dans la nature la loi du plus fort s'impose dans tous les écosystèmes, dans la société la raison pour laquelle le capitalisme s'est imposé partout tient à sa supériorité en matière de concurrence. C'est la concurrence qui constitue le centre absolu du système et qui lui confère une dynamique d'innovation face à laquelle aucun autre système qui relativiserait ou minimiserait la tendance à la concurrence en l'intégrant à une nouvelle synthèse ne pourrait résister. Vous pourriez essayer d'intégrer la concurrence au socialisme, mais il vous faudrait en faire un principe subordonné dans le cadre d'un système complexe, alors que nous ne le subordonnons pas, et c'est cela qui nous rend invincibles. Que répondriez-vous à ce type d'objection ?

Je réponds : mais si, vous la subordonnez dans toutes sortes de domaines. En réalité on ne peut comprendre toute l'histoire du capitalisme si l'on oublie la mise en place d'un cadre de régulation visant à contrôler, à canaliser et à limiter la concurrence. Si le pouvoir étatique ne faisait pas appliquer les lois sur la propriété et les contrats, sans parler des transports et des communications, les marchés modernes seraient bien incapables de fonctionner. La prochaine fois que votre avion atterrira à Londres ou à New York, imaginez ce qu'il adviendrait si tous les pilotes se mettaient soudain à obéir à la loi de la concurrence : ils essaieraient tous d'atterrir en premier et se disputeraient la meilleure porte. Quel est le capitaliste qui se réjouirait d'une telle idée ? Il n'y en a aucun. Quand on examine attentivement la façon dont une économie moderne fonctionne, on se rend compte que les domaines où la concurrence domine réellement sont tout à fait limités. On parle beaucoup d'accumulation flexible, mais à y bien réfléchir, il s'agit souvent de diversification et de créneaux spécifiques. Que serait l'histoire du capitalisme sans la diversification ? Mais en réalité, ce qui sous-tend la diversification est une dynamique de fuite de la concurrence : la quête de marchés spécialisés est le plus souvent un moyen d'échapper à la pression de la concurrence. En fait, il serait très intéressant d'écrire une histoire du capitalisme en étudiant l'utilisation de chacun des six

éléments du répertoire de base que j'ai repérés et en retraçant les différentes manières de les combiner et de les faire fonctionner en fonction des époques successives. L'hostilité *a priori* à l'égard de Wilson ne vient pas que de la gauche, mais elle ne fait pas avancer le débat. Les progrès de la biologie nous en apprennent beaucoup sur la manière dont nous sommes constitués, jusqu'à la manière dont nos esprits sont agencés sur le plan physique, et nous en apprendront encore plus à l'avenir. Je ne vois pas comment on peut se prétendre matérialiste sans s'intéresser de très près à tout cela. C'est pourquoi en ce qui concerne la sociobiologie, je retourne à l'idée qu'il vaut la peine de confronter des blocs conceptuels différents et de faire dialoguer E. O. Wilson et Marx. Il existe bien évidemment des différences fondamentales, mais aussi des points communs surprenants ; c'est pourquoi il faut confronter les deux penseurs. Je ne prétends pas l'avoir fait de manière satisfaisante, mais il est nécessaire que nous ayons ce débat. Le chapitre de *Spaces of Hope* qui commence à traiter ces questions est intitulé « Conversations on the Plurality of Alternatives » (« Pour débattre d'une pluralité de solutions »), et c'est dans cet esprit que nous devrions aborder ce débat. J'ai des questions ; je n'ai pas de solutions.

D'après vous, quelles sont les perspectives actuelles du capitalisme ? Dans The Limits to Capital, vous avez exposé une théorie générale de ses mécanismes de crise, la suraccumulation, liée à la rigidité des blocs de capital fixe, et des solutions classiques pour en sortir : la dévalorisation, l'expansion du crédit et la réorganisation de l'espace. The Condition of Postmodernity a examiné les conditions de leur apparition dans les années 1970 et 1980. Où en sommes-nous aujourd'hui ? A partir du cadre que vous proposez, il semble possible de faire deux lectures contradictoires de la conjoncture actuelle, et il se peut même qu'une troisième se profile à l'horizon. La première lecture prendrait comme point de départ une remarque que vous faites dans The Condition of Postmodernity, selon laquelle la dévalorisation nécessaire à la purge de l'excès de capital est d'autant plus efficace qu'elle se produit non sous la forme classique d'un krach mais au contraire de manière lente et progressive, en purgeant le système sans créer de dangereux remous en son sein. Une façon d'analyser la situation consiste à se demander si ça n'est pas précisément ce processus imperceptible qui a lieu sous la forme de vagues successives de dégraissages et de réorganisation depuis le début de la longue période de crise des années 1970, à la manière des transformations cumulatives que vous évoquiez à propos de Bethlehem Steel, qui a fini par déclencher au milieu des années 1990 une nouvelle dynamique fondée sur le rétablissement des

marges de profits, la stabilisation des prix, l'essor des investissements dans le domaine des hautes technologies et l'augmentation des gains de productivité, tout cela redonnant de la vigueur au système. Une autre façon d'analyser la situation, qui est tout aussi compatible avec votre cadre théorique, cherche ailleurs les racines de ces changements. Ce qui s'est en fait produit relève pour l'essentiel de l'explosion du système de crédit qui a déclenché une énorme vague d'inflation des actifs, c'est-à-dire une croissance galopante du capital fictif, qui conduira forcément à une correction sévère quand la bulle spéculative boursière éclatera et qui nous ramènera à la persistance du problème non résolu de la suraccumulation. Il y a aussi une troisième analyse, qui reposerait principalement sur la chute du communisme en Europe de l'Est et en Russie et sur la politique d'ouverture des marchés et de hausse des investissements en Chine. Ces événements posent la question suivante : le capitalisme n'est-il pas en train de devenir de plus en plus massivement dépendant à l'égard de ce que vous appelez le « dispositif spatial », compte tenu de la soudaineté et de l'ampleur de l'expansion de son domaine potentiel d'influence ? Le processus n'en serait encore qu'à ses débuts – les Etats-Unis ont toujours un large déficit commercial avec la Chine – mais est-ce que nous ne sommes pas en train d'assister avec l'OMC à la construction d'un ordre qui pourrait bien représenter l'équivalent du système de Bretton Woods pour le siècle nouveau, alors que pour la première fois les frontières du capitalisme atteignent les confins de la planète ? Ce sont là trois scénarios différents, qui peuvent chacun être déduits de vos travaux. Pouvez-vous tenter d'en comparer la plausibilité ?

Je ne pense pas qu'on puisse choisir simplement entre ces explications. On assiste à la fois à un processus en cours de dévalorisation constante, qui se traduit par des réductions d'effectifs, des réorganisations, et le recours à la sous-traitance et à un processus de transformation spatiale, qui emprunte des formes qu'on associe traditionnellement à l'impérialisme : ce sont là des facteurs qui ont un impact réel. Mais ces restructurations massives n'auraient pas été possibles sans le pouvoir incroyable qu'exerce aujourd'hui le capital fictif. Chaque étape majeure de dévalorisation et d'expansion géographique a été marquée par le rôle des institutions financières, dans ce qui s'apparente à une dynamique tout à fait nouvelle du capital fictif. Ce type de capital n'est bien évidemment pas une pure fiction. Dans la mesure où il entraîne des profits liés aux transformations de l'appareil productif, dans un cycle complet par lequel l'argent est transformé en marchandises qui se retransforment en argent et en profit, il cesse d'être fictif et devient réel.

Mais pour ce faire, il dépend toujours d'un socle de croyances, qui doivent être construites socialement. Il faut que les gens croient que la richesse – les SICAV, les fonds de pension, les fonds spéculatifs – continueront à augmenter indéfiniment. Pour que ces croyances s'installent, il faut tout un travail relevant de l'hégémonie qui incombe à l'Etat et à ses relais dans les medias. Ceci était fort bien compris par les deux grands théoriciens de la dernière crise mondiale : il est très instructif de lire Gramsci et Keynes en parallèle. Il peut arriver que des processus objectifs bloquent la dévalorisation ou s'opposent à l'intégration géographique, mais le système est aussi particulièrement vulnérable aux incertitudes subjectives résultant d'une croissance incontrôlée du capital fictif. Keynes était hanté par la question de savoir comment il était possible de soutenir le moral des investisseurs. Il faut une immense bataille idéologique pour que soit maintenue la confiance en le système, pour laquelle l'intervention de l'Etat est de la plus haute importance : il suffit de penser au rôle de la réserve fédérale américaine dans les années 1990. Une approche intéressante de ces questions, dans une perspective non économique, est celle de Zizek. Les trois explications ne sont donc pas incompatibles : elles doivent être rapprochées et témoignent d'une nouvelle tendance à l'hégémonie. Voilà un système qui a résisté aux remous consécutifs à la crise financière en Asie orientale en 1988-89 et à l'effondrement d'un des principaux fonds spéculatifs de New York, *Long-Term Capital Management*, qui avait des milliards de dollars de dettes. Mais à chaque fois, le système l'a échappé belle. Personne ne peut dire combien de temps cela va durer.

Mais s'il est vrai que la capacité d'adaptation du capitalisme est l'une de ses armes principales dans la lutte des classes, nous ne devons pas sous-estimer l'ampleur de l'opposition qu'il continue à susciter. Cette opposition est fragmentée, souvent extrêmement localisée, et d'une variété infinie quant à ses buts et à ses méthodes. Il faut que nous réfléchissions aux moyens d'aider à mobiliser et à organiser cette opposition, qu'elle soit réelle ou latente, afin qu'elle devienne une force mondiale présente à l'échelle mondiale. Les signes d'une convergence sont là : il suffit de penser à Seattle. Au niveau de la théorie, il nous faut trouver un moyen d'identifier des points communs parmi les différences afin de faire émerger un projet politique dont les préoccupations seraient authentiquement collectives mais qui se montrerait sensible à ce qui reste de singularités irréductibles dans le monde d'aujourd'hui, surtout dans le domaine des particularités géographiques. Voilà l'un de mes principaux espoirs.

L'URBANISATION DU CAPITAL

David Harvey

Presses Universitaires de France | « Actuel Marx »

2004/1 n° 35 | pages 41 à 70

ISSN 0994-4524

ISBN 9782130543473

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-actuel-marx-2004-1-page-41.htm>

Pour citer cet article :

David Harvey, « L'urbanisation du capital », *Actuel Marx* 2004/1 (n° 35), p. 41-70.
DOI 10.3917/amx.035.0041

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

L'urbanisation du capital

David HARVEY
Traduit de l'anglais par Thierry Labica

Du fordisme à la ville keynésienne

(...)

La montée en puissance de la grande entreprise, émergeant des cendres de l'entreprise familiale et s'accompagnant de réorganisations en profondeur du procès de travail dans nombre d'industries, permit à nombre d'aspects de la production de s'affranchir de leur dépendance vis-à-vis de l'accès à des ressources naturelles ou urbaines particulières. L'industrie commença à faire preuve d'une mobilité croissante, sans renoncer au calcul des avantages locaux en termes de main d'œuvre ou d'infrastructures sociales et physiques, mais en se montrant plus en mesure de tirer avantage de leur disponibilité inégalement répartie au sein du système urbain. Ceci n'entraîna pas une décentralisation géographique automatique d'une production unifiée par le contrôle de grandes entreprises. C'est précisément parce que la tendance à la formation de grandes entreprises, de trusts et de cartels était due, pour une bonne part, à la volonté de domestiquer une concurrence excessive, que l'on se mit à préférer les joies de la concentration monopolistique aux rigueurs de la concurrence. Et la puissance des monopoles pouvait être utilisée sur le plan géopolitique, soit pour accroître la concentration géographique de la production, soit pour protéger les concentrations géographiques déjà existantes. La distorsion de l'espace relatif imposée par les industries de l'acier aux Etats-Unis, qui d'un commun accord, pratiquèrent le blocage des prix de l'acier [« *Pittsburgh plus* » system], fut un exemple parmi d'autres des tentatives soutenues de recours à la puissance monopolistique pour mettre une région urbaine à l'abri de la concurrence extérieure. Il fallut de nombreuses années, et dans certains cas, de sérieux traumatismes financiers, pour que les grandes entre-

prises apprennent à intégrer la concurrence (entre les divers sites régionaux d'une même branche, par exemple) et à faire usage de leur pouvoir pour contrôler l'espace et pour manipuler la dispersion géographique en fonction de leurs propres intérêts. Bien entendu, les marges de manœuvre restèrent limitées, en la matière, du fait qu'il fallait assurer des économies internes d'échelle et un flux continu de production tout en maintenant une certaine proximité avec les réseaux de sous-traitance et de main d'œuvre ouvrière.

Débarrassées du fardeau d'une concurrence excessive au niveau de la production, les grandes entreprises en devinrent beaucoup plus attentives quant au contrôle d'une force de travail et de marchés à la source d'un flux de revenus et de profits sûrs et réguliers¹. Leur attachement à une production à grande échelle les mena également à déplacer leur attention des marchés privilégiés de clientèles particulières vers un marché de masse. Et ce marché de masse, c'est la classe ouvrière. On tient là le fondement du fordisme. La productivité accrue dans les sites de production était compensée par des salaires plus élevés devant permettre aux ouvriers de racheter une part plus grande des marchandises qu'ils avaient eux-mêmes produites. Ford lui-même ne faisait pas un mystère de cette stratégie lorsqu'il inaugura la journée de travail de huit heures payée cinq dollars dans son usine automobile en 1914. Mais dès lors que les ouvriers ne sont jamais en mesure de racheter la totalité de ce qu'ils ont produit, les grandes entreprises se virent contraintes d'adopter des stratégies de dispersion géographique afin de s'assurer une mainmise toujours plus grande sur le marché. On comprit alors rapidement quels avantages il y avait à décentraliser tant la production des pièces détachées que l'assemblage final. Cependant, ces ajustements demandèrent bien du temps dans la mesure où ils étaient largement soumis aux changements dans les rapports d'ordre spatial issus des nouveaux systèmes de transports et de communications.

Mais plus les entreprises eurent recours à leur capacité de dispersion, moins les régions urbaines se concurrencèrent sur la base de leur tissu industriel et plus ces dernières furent contraintes de se concurrencer sur le terrain de l'attractivité qu'elles avaient à offrir à l'investissement industriel en matière de travail et de marchés comme en matière d'atouts physiques et sociaux que les entreprises pourraient alors exploiter à leur propre avantage. Les entreprises furent de moins en moins liées à des lieux spécifiques pour être de plus en plus représentatives de l'universalité du travail abstrait sur le marché mondial.

1. Gramsci A., 1971. *Selections from the Prison Notebooks*. Trans. and ed. Q. Hoare and G. N. Smith. London.

Parallèlement, l'innovation eut tendance à voir ses espaces de développement se déplacer des interstices de la matrice urbaine vers les laboratoires de recherche gouvernementaux ou des grandes entreprises, laissant par ailleurs l'élaboration de nouveaux produits se poursuivre dans ses environnements urbains traditionnels.

La puissance croissante du système de crédit contribua à renforcer ces déplacements. La centralisation de la puissance du crédit n'avait rien de nouveau ; les Barings et les Rothschild avaient appris très tôt qu'une maîtrise accrue de l'information et une capacité à déployer leur puissance financière dans l'espace leur permettaient de mettre au pas même des Etats-nations pendant une bonne partie du XIX^e siècle. Mais leurs opérations s'étaient alors largement limitées aux dettes gouvernementales et aux projets de grande envergure, comme par exemple, la construction de lignes de chemin de fer, abandonnant le crédit commercial et industriel ainsi que le prêt aux particuliers (là où ils existaient) à d'autres sources plus fragmentaires. Au XIX^e siècle, la manifestation de crises sous la forme de crises du crédit et de crises commerciales (celle des années 1847-48 en fournissant un exemple particulièrement spectaculaire) entraîna des transformations profondes dans les marchés des capitaux et des crédits. A la fin du XIX^e siècle, le marché financier et la réorganisation du système bancaire avaient modifié l'ensemble des conditions mêmes du crédit et de la finance. L'émergence du capital financier² eut des conséquences multiples. Elle facilita le mouvement du capital-argent d'une région géographique ou d'un secteur de production à un autre, permettant ainsi une sophistication beaucoup plus grande dans l'ajustement des rapports entre division sociale et géographique du travail. Les financements par la dette de productions d'infrastructures urbaines en devinrent plus aisés, comme ce fut aussi le cas pour les investissements à long terme qui contribuèrent à réduire les barrières spatiales et à soumettre un peu plus l'espace au temps. Il en résulta un flux de capital plus continu et accéléré en direction d'un ensemble d'infrastructures urbaines gagnant en complexité et en extension, et ce, précisément au moment où des entreprises de plus en plus dépourvues d'attaches cherchaient à tirer parti des avantages propres à ces types d'investissements. On aboutit alors à un resserrement encore plus étroit des liens entre la production d'infrastructures urbaines et la logique d'ensemble de flux du capital, et ce, en tout premier lieu à travers les mouvements de l'offre et de la demande de capital-argent tels qu'ils se reflètent dans le taux d'intérêt. Le « cycle de construction urbaine » devint alors beaucoup plus marqué, comme ce fut aussi le cas

2. Harvey D., 2000. *The Limits to Capital*. Londres, Verso. Chap. 10.

pour le mouvement rythmique de développement urbain inégal dans l'espace géographique.

Mais le système de crédit semblait capable de bien plus encore de par sa capacité à résoudre le problème de suraccumulation d'un seul coup. Une allocation ajustée du crédit à la production et à la consommation offrait la perspective d'un équilibre entre l'un et l'autre dans le cadre des contraintes de la réalisation continue de profits. Une croissance auto-engendrée et sans fin devait être assurée par l'harmonisation entre les apports d'argent et de crédit à la production d'une part et à la consommation d'autre part. Il y avait de nombreux problèmes à résoudre, bien entendu. On ne pouvait parvenir à une croissance équilibrée au moyen de quelconques modalités de consommation et de production si l'accumulation devait s'opérer et si des profits devaient être dégagés. Un juste équilibre devait être trouvé entre consommation productive (investissements permettant un accroissement des capacités des forces productives) et consommation finale (investissements et flux permettant l'accroissement du niveau de vie de la bourgeoisie comme de la classe ouvrière). Mais le système de crédit semblait néanmoins détenir le pouvoir potentiel de faire ce que, chacune de leur côté, les entreprises à la recherche d'un compromis fordiste tentaient de faire sans pouvoir y parvenir du fait de leur capacité restreinte à peser sur la distribution. Dès lors que le système de crédit se mit à remplir ce type de fonctions, il devint le vecteur principal du passage d'une urbanisation par l'offre à une urbanisation par la demande.

Mais deux problèmes liés entre eux restaient à résoudre. Tout d'abord, les marchés financiers, à l'instar de l'argent lui-même, incarnent d'énormes capacités de centralisation au sein même de la plus grande dispersion possible des capacités d'appropriation. Ceci permet la concentration de fonctions clés de prise de décision concernant le capitalisme global entre quelques mains (J. P. Morgan, par exemple) et dans un nombre restreint de centres urbains (New York, Londres). Ce qui fait courir le risque d'un détournement privé de cette immense capacité sociale centralisée à des fins personnelles ou d'une utilisation du monopole de pouvoir à des fins géopolitiques particulières. Il en résulte également un renforcement de l'agencement hiérarchique et géographique des centres de la finance constitués en système d'autorité et de contrôle qui, tout en étant au service de ses propres intérêts, favorise une accumulation équilibrée. Il y a pire encore, et ceci nous amène à une deuxième objection ; la formation de « capital fictif » (les diverses formes de dettes) doit être régulée d'une manière ou d'une autre si l'on veut éviter qu'elle échappe à toute maîtrise pour laisser le champ libre à

une spéculation sauvage et un endettement incontrôlé³. Comment, par exemple, allait-on rembourser la dette sur les infrastructures urbaines si celles-ci ne contribuaient pas à la production de survaleur ? Et si de tels investissements s'avéraient productifs, ne risquaient-ils pas tout simplement d'aggraver le problème de suraccumulation ? Les cycles de crises financières ont montré que la suraccumulation pouvait sans aucune difficulté passer pour une suraccumulation de dettes sur des actifs non rentables.

C'est dans ce contexte qu'il nous faut comprendre la pression croissante en faveur de l'intervention de l'Etat dans la politique macro-économique. La bourgeoisie s'est tout naturellement tournée vers l'Etat nation qui présentait un double avantage en tant qu'espace qu'elle était la mieux à même de contrôler mais aussi en tant que cadre institutionnel au sein duquel les politiques fiscales et monétaires se formulaient traditionnellement. C'est le passage aux stratégies keynésiennes de gestion fiscale et monétaire qui renforça l'évolution vers une urbanisation de la demande. Le traumatisme de la période 1929-1945 servit de catalyseur. Ford, conformément à ce que l'on pouvait attendre de lui, vit dans la récession qui frappa les Etats-Unis un problème de sous-consommation et il tenta d'augmenter les salaires. Contraint à un recul, au bout de six mois, par la logique du marché, le fordisme fut un échec et dut se convertir (contre son gré) à l'intervention keynésienne d'Etat et aux politiques et aux réformes institutionnelles du New Deal. Pendant plus d'une génération, l'urbanisation capitaliste (aux Etats-Unis en particulier) prit la forme d'une réponse d'Etat à ce que l'on croyait être les problèmes chroniques de sous-consommation des années 1930 (forme que le choc de la deuxième guerre mondiale tendit à accentuer par ailleurs).

L'urbanisation du capital eut des implications profondes. La ville keynésienne fut conçue comme un artefact de consommation et sa vie sociale, politique et économique s'organisa autour du thème d'une consommation soutenue par l'Etat et financée par la dette. L'axe des politiques de la ville se déplaça des questions d'alliances et de rapports de classes vers des coalitions d'intérêts plus diffuses centrées sur les thèmes de la consommation, de la distribution, de la production et du contrôle de l'espace. On retrouve tous les symptômes de la « crise urbaine » des années 1960 dans cette transition. Ce passage entraîne également une sérieuse tension entre les villes dites « ateliers » destinées à la production de survaleur et les villes comme centres de consommation et de réalisation de cette survaleur. Il y eut tension entre circulation du

3. Harvey D., *ibid.*, Chap. 9 et 10.

capital et circulation des revenus ; entre division spatiale du travail et division spatiale de la consommation ; entre villes et banlieues...etc. En fait, les politiques keynésiennes transformèrent radicalement les termes du déplacement temporel (financé par la dette) et spatial du problème de suraccumulation. Voyons maintenant de quelle manière.

Un déplacement temporel illimité n'était possible que dans la mesure où le crédit garanti par l'Etat permettait une création de capital fictif illimité. Keynes n'envisageait le financement par la dette que comme une astuce de gestion à court terme, mais des déficits permanents et grandissants s'amoncelèrent tandis que le cycle économique restait sous contrôle et le cycle de construction urbaine, qui avait occupé une place centrale avant 1939, avait disparu. Le capital et la force de travail suraccumulés furent réorientés vers la production d'infrastructures physiques et sociales, et si de tels investissements contribuaient à produire des excédents, c'était donc que toute une nouvelle série de réorientations devenait possible. Pour les régions urbaines comme pour les nations, on commença à entrevoir la perspective d'une spirale ascendante de la croissance économique, à condition, bien sûr, de bien choisir les cibles du financement par la dette. Les investissements dans les transports, dans l'éducation, le logement et la santé semblaient particulièrement propices à l'amélioration des qualités du travail, au maintien de la paix sociale au travail et à l'accélération du retour sur investissement tant du côté de la production que de la consommation. Mais quelles qu'en soient les modalités, ce processus se basait sur la création d'une dette illimitée. Les Etats-Unis étaient sous le fardeau de ce que même le magazine *Business Week* devait se résoudre à appeler une « montagne » de dettes publiques, privées et industrielles, et dont la plupart se trouvaient contenues à l'intérieur d'infrastructures urbaines. L'accumulation de demandes de recouvrements de dettes posait un problème. La tentative de s'en débarrasser en les monétisant conduisit à de fortes poussées d'inflation et la démonstration fut faite que la menace de dévaluation des marchandises et autres actifs pouvait se convertir en dévaluation de l'argent⁴. Mais toutes les politiques de lutte contre l'inflation mettaient inévitablement en danger une bonne partie du capital urbanisé. L'effondrement du marché immobilier à l'échelle mondiale en 1973 (et avec lui, l'effondrement des institutions bancaires et financières fortement impliquées dans l'investissement immobilier) et la crise fiscale de New York en 1974-75 posèrent les jalons d'un mode entièrement nouveau de procès urbain fondé sur des approches non-keynésiennes.

4. Harvey D., *ibid.*, Chap. 10.

Le déplacement temporel de la suraccumulation par le biais d'une formation d'infrastructures financées par la dette s'accompagna de processus marqués de réagencement spatial du système urbain. La spéculation foncière, depuis longtemps réduite au régime de la marchandise, forme pure de capital fictif, avait aussi joué un rôle majeur dans le mouvement de banlieurisation massive et dans les transitions rapides de l'organisation spatiale, aux Etats-Unis en particulier. Instrument d'une dispersion plus grande encore depuis les années 1920, l'automobile joua aussi un rôle important. Cependant, la création de la « solution par la banlieue » au problème de sous-consommation⁵ dépendait encore de la croissance d'un pouvoir économique des individus qui devait leur permettre de s'approprier des espaces destinés à leur usage exclusif grâce à une propriété immobilière financée par la dette et un accès aux services de transports également financé par la dette (qu'il s'agisse d'automobiles ou de routes). Si la banlieurisation avait déjà une longue histoire, elle marqua l'urbanisation d'après-guerre dans des proportions jusqu'alors inconnues. Elle entraîna une mobilisation de la demande effective en procédant à une restructuration de l'espace destinée à faire de la consommation des produits liés à l'automobile (l'essence, le caoutchouc) et des industries du bâtiment une nécessité plutôt qu'un luxe. Pendant près d'une génération après 1945, la banlieurisation fit partie d'un dispositif d'ensemble (l'expansion planétaire du commerce mondial, la reconstruction des systèmes urbains de l'Europe de l'Ouest et du Japon anéantis par la guerre, et la course quasi permanente à l'armement en constituant les autres dimensions clés) ayant vocation à protéger le capitalisme contre les menaces de crises de sous-consommation. Il paraît aujourd'hui difficile d'imaginer que le capitalisme d'après-guerre aurait pu survivre, ou d'imaginer ce à quoi il aurait pu ressembler, sans la banlieurisation et un développement urbain tous azimuts.

Cela étant dit, le processus d'ensemble dépendait des restructurations profondes et continues des matrices spatio-temporelles déterminant l'horizon des décisions économiques comme de la vie politique et sociale. La révolution des rapports spatiaux remodela de fond en comble le système d'implantation atomisé issu du capitalisme industriel qu'elle remplaça par des modalités spatiales d'empilement [*space-packing*] et de recouvrement [*space-covering*] constituant les marchés du

5. Walker R. A., 1976. *The Suburban Solution*. PH. D. diss.. Department of Geography and Environmental Engineering. John Hopkins University. Baltimore ; Walker R.A., 1981. « A Theory of Suburbanization ». In *Urbanization and planning in capitalist society*. Ed. M. Dear and A. Scott. New York.

travail et de biens en mégalo­poles tentaculaires. La distinction ville-campagne fut abolie sous l'angle de la production dans les sociétés capitalistes avancées, mais ce fut pour refaire surface sous la forme d'une importante option du point de vue de la consommation. La dispersion géographique et la densification spatiale avaient toutefois leurs limites. Plus les investissements se cristallisaient en configurations spatiales effectives et moins il paraissait vraisemblable que l'espace pourrait être à nouveau modifié sans se dévaluer. Le problème n'était pas nouveau. Le réagencement de la ville industrielle sur la base des priorités keynésiennes imposa des coûts économiques et réveilla une résistance sociale souvent venue de communautés ouvrières dont l'identité avait été héritée de l'expérience industrielle. L'attachement plus fort aux valeurs de la communauté (et le refus de ne concevoir la terre que comme pur capital fictif) ralentit la marche de la banlieurisation en Europe, et vraisemblablement, contribua à ralentir la croissance globale. Mais même aux Etats-Unis, l'érosion, et dans certains cas, la destruction des fondements communautaires préexistants dans des régions plus anciennes, furent généralement perçues comme le versant négatif des bienfaits de la banlieurisation. A mesure que ces processus de transformation spatiale prenaient de l'ampleur, les problèmes eurent tendance à se généraliser en s'étendant aux communautés à revenus moyens et supérieurs dotées d'une capacité de résistance beaucoup plus grande.

La ville keynésienne était résolument tournée vers une division spatiale de la consommation basée sur la division spatiale du travail. L'urbanisation de la demande passait par la mobilisation en masse de l'idéal de souveraineté du consommateur. La distribution des excédents, bien qu'inégale, fut effectivement assez large et les choix, quant à la manière de les dépenser, étaient de plus en plus souvent laissés aux individus eux-mêmes. Cette souveraineté, bien que de nature fétichiste (au sens où Marx l'entendait), n'était pas illusoire et les implications en étaient importantes⁶. Dès lors qu'il n'y a pas de discontinuité naturelle dans le pouvoir de l'argent comme phénomène progressif, toutes sortes de distinctions artificielles pouvaient être introduites. De nouveaux genres de communautés pouvaient être construits, promus commercialement et vendus dans une société où l'identité personnelle commençait à relever plus de la manière de dépenser son argent sur le marché que de l'appartenance de classe. Les lieux de vie étaient destinés à représenter la réussite sociale, le rang et le prestige. La concurrence sociale sur le terrain du mode de vie et de la maîtrise de l'espace social et de

6. Harvey D., 1985, *Consciousness and the Urban Experience*, Oxford, Basil Blackwell, chap. 5.

ses significations joua bientôt un rôle important dans la détermination des perspectives offertes à chacun. Des luttes féroces pour la distribution, les droits à la consommation et le contrôle de l'espace social en devenaient la suite logique. Jadis confinées aux strates supérieures de la bourgeoisie, ces luttes devinrent un des éléments constitutifs de la vie urbaine de l'ensemble de la population. C'est principalement sur la base de ces luttes et de la concurrence qu'elles faisaient naître qu'une urbanisation orientée par la demande fut mise au service de desseins capitalistes.

Les enjeux politiques liés à la question urbaine devaient être remaniés. Le succès du projet keynésien reposait sur la création d'une puissante alliance de classes associant gouvernement, grandes entreprises, intérêts financiers et intérêts fonciers. Pour une telle alliance, il était impératif de trouver une manière de diriger et de canaliser une base de plus en plus large de consommateurs souverains et une concurrence sociale croissante sur le terrain de la consommation et de la redistribution. Il devenait nécessaire d'articuler et de donner suite à cette recherche de nouveaux styles de vie et d'opportunités individuelles afin de créer des modes de croissance temporelle et spatiale favorables à une accumulation de capital prolongée et relativement stable. Mais la légitimité populaire (tant au niveau local qu'au niveau national) devenait affaire de qualité de prestation en matière de distribution et de satisfaction des besoins et des souhaits des consommateurs. S'il y eut des phases de concordance entre ces deux objectifs, il y eut aussi de graves points de tension.

La tentative de faire du processus urbain le vecteur de la redistribution vint buter sur ces réalités que sont la structure de classe, les différentiels de revenus et la précarité des minorités. Les puissants processus de réorganisation spatiale des paysages pour consommateurs laissèrent derrière eux des poches de misère de plus en plus grandes, laissées à l'abandon, et dans la plupart des cas, concentrées dans les centres villes. Tout se passa comme si le travail de la destruction créatrice s'était divisé entre la destruction des centres villes et la création des banlieues. Cela dit, tout n'allait pas pour le mieux à l'autre extrémité de l'échelle sociale. En tant que consommateurs, l'exigence de protection contre des agents immobiliers, entre autres, cherchant à remodeler l'espace pour la croissance et le profit se fit entendre même dans les échelons les plus élevés de la bourgeoisie. Des formes plutôt inhabituelles de « socialisme des consommateurs » construit autour du pouvoir des autorités locales afin de maintenir sous contrôle les politiques de croissance à tout va, pouvaient prendre racines même dans des villes riches (à Santa Monica, par exemple). La souveraineté des

consommateurs, si l'on veut bien prendre l'expression au sérieux, pré-suppose une certaine capacité d'intervention populaire dans le modelage des qualités de la vie urbaine et dans la construction des espaces collectifs d'où émerge une image de la communauté assez différente de celle inscrite dans la circulation du capital. La production d'espace vint buter sur la sensibilité au lieu. La frontière entre l'innovation consumériste promue par le capitalisme et les tentatives de construction de communautés dans l'optique d'une authentique réalisation de soi devint des plus incertaines.

C'est précisément dans ce contexte que les révoltes des centres-villes des années 60 (et une partie de l'agitation urbaine ultérieure en Europe), entre les phénomènes de croissance zéro et les mouvements écologistes, mirent un frein au mouvement de plus en plus rapide de transformation urbaine caractéristique de la ville keynésienne. Les mouvements sociaux urbains des années 60 firent campagne sur les questions de distribution et de consommation, si bien que les politiques urbaines durent trouver l'ajustement entre pure machine à croissance [*growth machine*] et questions de redistribution. La gestion de la circulation des revenus devait permettre l'inclusion économique et politique d'un quart-monde [*underclass*] spatialement isolé ainsi qu'une distribution socialement juste des profits dans le cadre du système urbain. On voyait de plus en plus souvent dans la ville un système redistributif. Les questions de travail et d'emploi, de la ville comme environnement de la production, sans être occultées, étaient perçues comme des éléments secondaires dans une matrice complexe de forces à l'œuvre dans le cadre du procès urbain. Toutefois, la rivalité autour de la circulation des revenus et des redistributions tendit à exacerber tant les tensions entre communautés que les conflits géopolitiques (entre villes et banlieues, par exemple). Et en outre, rien dans cette stratégie ne permettait de garantir une paisible circulation du capital.

Cette analyse de l'urbanisation par la demande et de ses tensions internes est, certes, une simplification tendant à privilégier le cas des Etats-Unis. Elle est aussi assez superficielle au sens où elle n'est pas suffisamment attentive à l'unité nécessaire de la production et de la consommation au sein de la logique de production et de réalisation de survaleur. Cette question fut toujours sous-jacente aux préoccupations nées de l'urbanisation industrielle. Engels y fut particulièrement attentif dans son enquête sur Manchester en 1844, avec sa célèbre description des différentes zones résidentielles de consommation reflétant des rapports de classes dans la production. Les prolétariats urbains constituaient depuis longtemps des marchés captifs que les capitalistes se chargeaient d'approvisionner et la question de la demande réelle locale

comme base d'un commerce extérieur prospère avait, depuis fort longtemps, été abordée. Il y avait enfin ces villes, comme Paris ou Londres, qui fonctionnaient traditionnellement comme des centres de consommation ostentatoire et où le volume et le type de demande réelle jouèrent un rôle central dans l'ordre et dans le rythme de l'activité industrielle locale.

La ville keynésienne n'était pas non plus fermée aux questions de production. Mais il y eut un glissement d'une importance suffisante pour que l'on parle d'une transformation majeure du procès urbain. Si la profonde crise économique des années 30 fut bien plus qu'une crise de sous-consommation, le fait qu'on l'interprétât comme telle et que les représentants du capital l'aient ainsi abordée, jeta les bases d'un remodelage complet du procès urbain. En outre, (si la seule réponse aux problèmes de sous-consommation consiste à tout faire pour créer une « ville post-industrielle » dans laquelle le développement industriel n'a aucun rôle à jouer) il importe peu que la survie globale de l'urbanisation dépende de l'intérêt porté aux villes comme ateliers de production. La production de la ville keynésienne fut une réponse réelle à un phénomène superficiel de sous-consommation dans lequel on vit la racine des problèmes du capitalisme. Bien entendu, cette réponse réelle à ce phénomène superficiel créa autant de problèmes qu'elle ne réussit à en résoudre.

La lutte pour la survie urbaine au cours de la transition post-keynésienne

L'effondrement du programme keynésien bouleversa la donne. Un par un, les piliers de la stratégie d'après-guerre, destinée à éviter les dangers de la sous-consommation, s'érodèrent au cours des années 60. La remontée du commerce mondial portée par le flux de capital à l'échelle internationale entraîna une prolifération du problème de suraccumulation. La concurrence venue d'Europe de l'Ouest et du Japon s'accrut au moment où s'affaiblissait la capacité d'absorption rentable de nouveaux investissements. Le financement par l'inflation sembla résoudre la difficulté en provoquant une vague de prêts internationaux qui seraient bientôt à la racine des difficultés monétaires ultérieures (l'instabilité du dollar comme monnaie de réserve) et de la crise internationale de la dette dans les années 1980. Les mêmes politiques engendrèrent un flux ascendant de capital et de force de travail excédentaires principalement en direction de la production d'environnements urbains construits (investissements immobiliers, construction

de bureaux, ensembles immobiliers privés) et, dans une moindre mesure, vers l'expansion du salaire social (dans le domaine de l'éducation et de l'aide sociale). Mais lorsqu'en 1973, la politique monétaire fut restreinte en réaction à la poussée d'inflation, la formation rapide de capital fictif fut brusquement interrompue, le coût de l'emprunt augmenta, les marchés immobiliers s'effondrèrent et les administrations locales furent au bord de – et dans le cas de New York, basculèrent dans – des crises fiscales traumatisantes (ce qui n'est pas une mince affaire quand on se souvient que le budget et l'emprunt de la ville de New York étaient de loin supérieurs à ceux de la plupart des Etats nations). Les flux de capital qui donnèrent lieu à la création d'infrastructures physiques et sociales s'affaiblirent au moment où la récession et une concurrence plus agressive firent de la question de l'efficacité et de la productivité de tels investissements un enjeu majeur. Il devint clair pour tout le monde qu'il y avait eu, et qu'il demeurait de graves problèmes de suraccumulation des actifs dans l'environnement construit, et d'obligations en matière de dépenses sociales. Cet investissement ne présentait qu'un taux de rentabilité très faible, quand il n'était pas nul. Il s'agissait de tenter de sauvegarder ou de réduire le plus possible cet investissement en évitant des dévaluations massives des actifs physiques et sans destruction des services existants. La poussée en faveur de la rationalisation du procès urbain en vue d'améliorer son efficacité et son rapport coût-performance fut considérable.

La perte de vitesse de l'urbanisation par la demande était profondément liée aux problèmes économiques qui commencèrent à faire surface dans les années 1970 et 1980. Et dans la mesure où l'urbanisation en était venue à faire elle-même partie du problème, il fallait donc qu'elle soit aussi une partie de la solution. Il s'ensuivit une transformation fondamentale du procès urbain après 1973. Bien entendu, il s'agit plus d'une réorientation que d'une révolution (et ce, en dépit de ce que les adeptes de l'économie de l'offre et autres néoconservateurs racontèrent de part et d'autre de l'Atlantique). Il fallait transformer l'héritage urbain transmis par les périodes précédentes et faire avec la contrainte qu'imposaient les quantités, les qualités et les configurations de ces matériaux bruts. Les choses se firent par à-coups, au rythme incertain de retournements apparemment arbitraires de la politique monétaire et fiscale et des fortes poussées de concurrence internationale et interurbaine au niveau des divisions sociales et spatiales du travail. Cette transformation dut encore faire avec les capacités imprévisibles de la résistance populaire. Et l'on ne voyait pas très clairement de quelle manière l'urbanisation du capital devait s'adapter à des problèmes qui

étaient tout sauf des problèmes de sous-consommation. Les problèmes de stagflation ne pouvaient être résolus qu'en établissant un équilibre entre la production d'excédents et leur absorption réelle plutôt que fictive. La question de la bonne organisation de la production revint au centre du débat après au moins une génération de construction du procès urbain autour du thème de la croissance portée par la demande. Comment les régions urbaines, largement héritières de ces orientations privilégiant la demande, pouvaient-elles s'adapter à un monde de l'offre ?

Quatre possibilités distinctes, sans être mutuellement exclusives, et sans être exemptes de coûts ou de dangers économiques et politiques, semblaient envisageables. Elles seront considérées l'une après l'autre. Par souci de clarté, je les aborderai dans la perspective des régions urbaines en tant qu'unités concurrentielles économiques et géopolitiques au sein de la géographie capitaliste d'un développement inégal et oscillant⁷.

Concurrence dans le cadre de la division spatiale du travail

Les régions urbaines peuvent chercher individuellement à améliorer leur situation concurrentielle par rapport à la division internationale du travail. Le résultat d'ensemble ne se concrétise pas nécessairement par un mieux. La transformation des conditions du travail concret dans les régions urbaines, si elle est imitée ailleurs, déplacera le sens du travail abstrait sur le marché mondial et par conséquent, changera le contexte dans lequel différentes expressions du travail concret sont possibles. Une concurrence renforcée entre les régions urbaines, tout comme une concurrence renforcée entre entreprises, ne ramène pas forcément le capitalisme à un équilibre confortable mais peut déclencher des mouvements qui entraîneront le système loin de cet équilibre. Toutefois, ces régions urbaines qui parviennent à occuper une position dominante dans la concurrence résistent, au moins sur le court terme, mieux que les autres. Cela dit, il y a plusieurs manières d'atteindre cet objectif, la distinction la plus importante résidant ici entre le fait d'augmenter le taux ascendant d'exploitation de la force de travail (survaleur absolue) ou de rechercher des technologies et une organisation plus avancées (survaleur relative). Observons les termes de cette alternative l'un après l'autre.

7. Smith N., 1990. *Uneven Development : Nature, Capital and the Production of Space*. Oxford, Basil Blackwell.

L'option en faveur d'une technologie et d'une organisation plus avancées aide certaines industries dans une région urbaine à résister à une concurrence plus agressive. Mais une telle orientation peut tout autant être à l'origine de créations d'emplois que de destructions d'emplois. Croissance de la production et de l'investissement et déclin de l'emploi : le cas de figure est assez familier⁸. La recherche de perfectionnement organisationnel peut parfois imposer des changements radicaux dans l'échelle de l'entreprise (affectant ainsi sa capacité à s'insérer dans la matrice des possibilités urbaines, ne serait-ce que pour des raisons de besoins fonciers différents). Mais elle déborde également sur les questions de coût et d'efficacité des infrastructures physiques et sociales. L'alliance des classes dirigeantes au sein de la région urbaine doit alors se montrer beaucoup plus attentive aux finesses de l'organisation urbaine des villes en tant qu'ateliers de production de survalueur relative. Ce qui peut être fait de diverses manières. Une amélioration des infrastructures physiques et une attention minutieuse portée aux forces productives incorporées au territoire (eau, traitement des eaux usées, par exemple) accroissent la capacité à engendrer de la survalueur relative. On arrive cependant au même résultat avec des investissements dans les infrastructures sociales (éducation, sciences et technologie) qui améliorent le milieu urbain comme centre d'innovation. Les coûts pour l'industrie peuvent encore être artificiellement réduits par des aides. Mais ceci implique des redistributions du salaire social (de survalueur absolue).

Le durcissement de la concurrence interurbaine (dont on trouve de nombreux signes) pose divers problèmes. Les continuelles avancées en matière de technologies et de formes organisationnelles (avancées auxquelles contribue aussi l'investissement public) encouragent une concurrence toujours plus agressive pour attirer le capital particulièrement mobile des sociétés, et avec lui, investissements et emplois. Il en résulte une déstabilisation et une tendance à hâter les dévaluations d'actifs et d'infrastructures associés aux dispositifs technologiques antérieurs. En outre, l'évolution technologique de plus en plus rapide, se faisant aux dépens de la croissance (de l'emploi ou de la production), fragilise l'ensemble de la logique d'accumulation et mène tout droit au marasme des crises globales. La volonté de créer un « environnement favorable aux entreprises », en plus des cadeaux faits aux grandes entreprises et des aides à l'industrie en général, peut déclencher des résistances populaires, en particulier si cela affecte (comme c'est généralement le

8. Massey D. and R. Meegan, 1982. *The Anatomy of Job Loss*. London, Routledge.

cas) le salaire social. Dans ce cas, les enjeux politiques liés à la question urbaine sont plus susceptibles de retrouver la forme de la lutte des classes que d'en revenir aux querelles fragmentaires autour de la distribution.

Ces transitions immédiates restent sujettes à un certain nombre de blocages. Tout d'abord, la maîtrise de la technologie relève plus de l'entreprise elle-même que des propensions à l'innovation propres au dispositif urbain (même si l'innovation en matière de produits garde encore une partie de sa base urbaine antérieure). Les transferts de technologie entre régions urbaines sont, par conséquent, globalement affaire de politiques d'entreprises. De ce point de vue, l'aspect social domine l'aspect spatial de la division du travail. Toutefois, ce genre de frein n'opère pas dans le cas des aménagements d'infrastructures. On retrouve ici l'Etat qui se comporte en entrepreneur⁹, cherche à appâter un capital privé sensible à la qualité et à la quantité de force de travail et des infrastructures sociales autant qu'aux ressources physiques développées au sein de la région urbaine.

L'augmentation du taux d'exploitation de la force de travail offre une autre possibilité de survie face à la concurrence internationale au niveau de la production. L'analyse marxienne classique y voit une attaque délibérée contre le niveau de vie du monde du travail et une tentative d'abaissement du salaire réel en ayant recours à l'accroissement du chômage, à l'emploi précaire, à la diminution du salaire social (particulièrement au niveau de l'aide sociale), et à la mobilisation d'une armée de réserve bon marché (constituée d'immigrés, de femmes, de minorités...). C'est une attaque menée contre les institutions de la classe ouvrière (notamment contre les syndicats) et contre les savoir-faire et les qualifications professionnelles. Mais cette attaque touche aussi ce qui pourrait bien être l'un des fondements d'une alliance de classes reposant sur l'urbain. Nombre de régions urbaines évoluent dans ce sens et dans certains cas, c'est l'administration urbaine qui s'attache avec zèle à mettre le monde du travail au pas en pratiquant baisses de salaires et réductions de droits, mais d'autres options existent, moins conflictuelles. Le taux d'exploitation, après tout, est toujours relatif aux qualités de la force de travail. L'ensemble spécifique de qualités que chaque marché du travail urbain a à offrir, en plus d'un certain nombre d'infrastructures, est à même de séduire le capital mobile des sociétés. La concurrence interurbaine sur les quantités, qualités et coûts de la force de travail, est par conséquent plus nuancée que ce que le modèle

9. Goodman R., 1982. *The Last Entrepreneurs*. Cambridge MA, South End Press.

marxien simplifié semble suggérer. Ces nuances permettent d'ailleurs à l'alliance des classes dirigeantes une bien meilleure adaptation pour diviser et dominer une main d'œuvre. En outre, la mobilité de la force de travail entre les régions urbaines constitue un frein supplémentaire aux tactiques répressives destinées à extraire de la survaleur absolue. La concurrence interurbaine sur le marché du travail réduit néanmoins la capacité de réaction de la main d'œuvre quand l'accumulation est en perte de vitesse. La menace de pertes d'emplois, de désengagement et fuite des entreprises, le caractère inévitable des restrictions budgétaires dans un environnement concurrentiel, marquent tous une nouvelle donne dans l'orientation des politiques urbaines qui délaissent les questions d'équité et de justice sociale pour l'efficacité, l'innovation et une révision à la hausse des taux réels d'exploitation.

Concurrence et division spatiale de la consommation

Les régions urbaines ont la possibilité de choisir une deuxième option en tentant individuellement de renforcer leur position concurrentielle sur le terrain de la division spatiale de la consommation. Les enjeux vont en l'occurrence au-delà des seules redistributions dues au tourisme, quand bien même celles-ci auraient effectivement leur importance. Pendant plus d'une génération, l'urbanisation par la demande s'était largement concentrée sur les styles de vie, la construction de la communauté urbaine, et sur une organisation de l'espace social privilégiant les marqueurs et les symboles de prestige, de réussite sociale et de pouvoir. Elle ne cessa d'élargir la base de participation à ce consumérisme. Quand le moment vint où la récession, le chômage et l'élévation des coûts du crédit rendirent cette participation élargie incertaine pour des secteurs importants de la population, la donne resta inchangée pour les autres. La bataille pour la conquête de leur pouvoir d'achat devint frénétique tandis que ces consommateurs, de leur côté, étaient en mesure d'opérer des choix beaucoup plus avertis. La consommation de masse des années 1960 perdit une part de son ampleur mais passa à des types de consommation plus informée dans les années 1970 et 1980. Cette concurrence pour attirer le pouvoir d'achat des consommateurs peut être féroce et coûteuse. Les investissements dans la création de lieux de vie agréable et dans l'amélioration de la qualité de vie sont toujours élevés. Les investissements qui cherchent à établir de nouveaux modes de division spatiale de la consommation sont notoirement risqués. Cependant, les régions urbaines qui engagent ce genre de dépenses avec succès sont alors à même de capter les excédents de la circulation des revenus. De puissantes coalitions se retrouvent d'ailleurs

parfois derrière de telles stratégies. Les propriétaires fonciers et immobiliers, les agents immobiliers, les financiers et les administrations urbaines cherchant par tous les moyens à diversifier les sources d'apport fiscal peuvent être rejoints par des travailleurs prêts à s'employer dans n'importe quelles conditions pour proposer du divertissement (dont Disneyland n'est que le prototype), de nouveaux terrains de jeux pour consommateurs (comme le programme des docks de Londres ou le *Inner Harbor* de Baltimore), des stades sportifs et des salles de conférences, des marinas et des hôtels, des restaurants à thème et des installations culturelles entre autres. La construction de lieux de vie entièrement nouveaux (zones réhabilitées en quartiers bourgeois [*gentrification*], lotissements pour retraités, développements du type « villages dans la ville ») s'inscrit dans un tel programme.

Mais il s'agit là de bien plus que d'investissements physiques. La ville doit se montrer innovante, attrayante et créative en matière de style de vie, de culture savante et de mode. Les investissements touchant aux activités culturelles ainsi qu'à toute une série de services urbains participent aussi de cette volonté de capter les excédents de la circulation des revenus. Les risques sont considérables mais les dividendes le sont tout autant. La concurrence acharnée dans ce domaine débouche sur des luttes géopolitiques sur le terrain de l'impérialisme culturel. La survie de villes comme New York, Los Angeles, Londres, Paris ou Rome dépend dans une large mesure de la place que chacune occupe au sein de cette lutte internationale pour l'hégémonie culturelle et pour l'appropriation d'une partie de la circulation globale des revenus.

La concurrence interurbaine concernant la division spatiale de la consommation a des conséquences importantes. Elle fait ressortir le contraste existant entre les villes-ateliers vouées à la production et à l'innovation technologique, et les villes comme centres de consommation ostentatoire et d'innovation culturelle. De graves conflits peuvent apparaître entre les infrastructures nécessaires à ces fonctions bien différentes. Elle a aussi des implications profondes quant à la structure du marché de l'emploi en ce qu'elle favorise les emplois dits « de services » au détriment des qualifications ouvrières. En outre, elle rend nécessaire la formation d'un type particulier d'alliance de classes dans le cadre de l'urbain, alliance dans laquelle la coopération public-privé au service de la consommation ostentatoire et de l'innovation culturelle a un rôle vital à jouer. Il en ressort alors une tendance, accentuée du fait de la concurrence interurbaine, à avoir recours aux fonds publics pour subventionner la consommation des riches aux dépens des aides locales au salaire social des pauvres. Les effets de polarisation qui en découlent sont difficiles à contenir. L'argument selon lequel la seule façon de

préserver l'emploi d'un quart monde de plus en plus pauvre, c'est de créer des palais de la consommation pour riches à l'aide de subventions publiques, doit tôt ou tard finir par s'user. Tout comme doit finir par s'user l'idéologie de la ville postindustrielle comme solution aux contradictions du capitalisme. Mais la base de cette idéologie ne se limite pas à cette justification qu'est la lutte pour la survie urbaine menée sur le terrain de la concurrence spatiale autour des enjeux de la consommation. Tournons-nous maintenant vers cette question plus vaste.

Concurrence sur les fonctions de prises de décisions

Troisième possibilité ; les zones urbaines peuvent se faire concurrence sur les fonctions de contrôle et de prises de décisions dans les secteurs de la haute finance et du gouvernement, secteurs qui, de par leur nature même, ont tendance à être fortement centralisés tout en représentant un immense pouvoir sur toutes sortes d'activités et d'espaces. Les villes peuvent entrer en concurrence pour devenir des centres du capital financier, de collecte et de maîtrise de l'information, et de prises de décisions gouvernementales. Ce genre de concurrence passe par une stratégie de développement infrastructurel. L'efficacité et la centralité au sein d'un réseau planétaire de transports et de communications sont des questions vitales impliquant des investissements publics lourds du type aéroports, voies de transit rapide, systèmes de communication. La mise à disposition d'espaces de bureaux et de connexions appropriés dépend de la coalition public-privé entre promoteurs, financiers et intérêts publics capables de satisfaire et d'anticiper les besoins. L'assemblage d'une grande variété de services, et notamment de ceux destinés au regroupement et au traitement rapide de l'information, nécessite d'autres types d'investissements tandis que de leur côté, les exigences en qualifications spécifiques de ce type d'activités avantagent les centres urbains disposant d'infrastructures éducatives (écoles de commerce et de droit, possibilités de formation à l'informatique, par exemple).

La concurrence dans ce domaine est non seulement coûteuse mais aussi particulièrement dure parce qu'elle a lieu dans une arène caractérisée par la présence de pouvoirs monopolistiques difficiles à briser. L'agglomération de fonctions puissantes dans une ville comme New York a naturellement tendance à happer d'autres fonctions importantes. Néanmoins, pour être le plus efficace possible, les fonctions de décision et de contrôle doivent être hiérarchiquement agencées dans l'espace imprimant ainsi une puissante dynamique d'organisation hiérarchique

de l'ensemble du système urbain¹⁰. Les réagencements de structures spatiales relatives (notamment de celles issues des nouveaux systèmes de communication) offrent de nombreuses possibilités de réagencements dans les contours et dans la forme de la hiérarchie tandis que de leur côté, de nouveaux centres régionaux peuvent émerger de reconfigurations dans les divisions spatiales du travail et de la consommation. Les fonctions de décision et de contrôle peuvent d'ailleurs être l'élément déterminant des réajustements régionaux et de la croissance urbaine différentielle. Elles comportent en outre des avantages considérables. L'existence même d'un pouvoir monopolistique permet l'appropriation d'excédents produits ailleurs. Et dans les périodes de difficultés économiques, comme l'observait Marx, les financiers ont toujours tendance à s'enrichir aux dépens des intérêts industriels simplement du fait que le contrôle de l'argent et du crédit autorise un contrôle à court terme de l'élément vital du capitalisme en temps de crise. Par conséquent, ce n'est pas un hasard si la concurrence interurbaine, au cours de la période difficile des années 1970 et 1980, porta largement sur la question de savoir qui parviendrait à retenir des fonctions de décision et de contrôle à un moment de rapide croissance de ces fonctions et où de multiples forces jouaient dans le sens de réajustements géographiques¹¹.

Une telle concurrence conduit globalement à ce que l'on subventionne l'emplacement des fonctions de décision et de contrôle avec l'espoir que les puissances monopolistiques qui y résident permettront la récupération des subventions par le biais de l'appropriation de sur-valeur. Bien entendu, tout cela n'aide pas nécessairement à stabiliser le système capitaliste dans son ensemble. Néanmoins, c'est certainement la voie de la survie urbaine individuelle dans un monde de concurrence interurbaine. Ce qui crée cependant l'illusion selon laquelle la ville du futur pourrait être une ville purement centrée sur les fonctions de décision et de contrôle, une ville informationnelle, une ville post-industrielle où les services sont au cœur de l'économie urbaine.

10. Cohen R., 1981. « The new international division of labor, multinational corporations and urban hierarchy ». In *Urbanization and urban planning in capitalist society*. Ed. M. Dear and A. Scott. New York.

11. Friedmann J. and G. Wolff, 1982. « World city formation : An agenda for research ». In *International Journal of Urban and Regional Research* 6, pp. 309-44.

Concurrence pour la redistribution

Quatrièmement : dans une société à l'organisation aussi complexe que la nôtre, les régions urbaines peuvent entrer en concurrence (ce qu'elles font d'ailleurs) autour des canaux de redistribution directe du pouvoir économique. Les systèmes privés de redistribution tels que l'Église, les syndicats, les associations professionnelles, les organisations humanitaires entre autres, sont loin d'être anecdotiques. Cependant, les principaux enjeux de la concurrence interurbaine portent sur les redistributions en provenance des échelons supérieurs des administrations gouvernementales. Les dépenses de ce type connurent une croissance rapide durant la période keynésienne et restent d'ampleur massive, bien que faisant l'objet de nombreuses attaques dans la mesure où la bourgeoisie les rendait principalement responsables de déficits générateurs d'inflation. Il demeure que ces redistributions empruntent des canaux divers, nombreux et souvent dissimulés dans d'obscures dispositions fiscales ou quelque étrange décret. Les sommes engagées dans ces canaux sont affaires de politique, d'économie et de jugements exécutifs. Le changement d'un canal à un autre peut anéantir l'économie d'une région urbaine et en renforcer une autre. Par exemple, le passage des politiques conçues pour maintenir le salaire social aux États-Unis à des dépenses militaires financées par le déficit après 1980 (un genre de keynésianisme militaire) fit la prospérité économique de bien des régions urbaines investies dans l'industrie de la défense. Ces régions urbaines, situées le long d'un grand arc allant du Connecticut et Long Island à l'état de Washington en passant par la Caroline du Nord, le Texas et la Californie, n'étaient aucunement hostiles à la poursuite de ce genre de combinaison politique.

Les redistributions dépendent en partie du degré de sophistication des alliances des classes dirigeantes lorsqu'elles engagent des sommes qu'elles pourraient estimer leur revenir (fonds pour la construction de routes, traitement des eaux usées, éducation, transports en commun...). Mais elles dépendent également du simple pouvoir géopolitique tel qu'il s'exprime à un niveau supérieur d'enjeux politiques (lorsqu'il s'agit, par exemple, de mobiliser les électeurs urbains) et de la menace d'agitation sociale et de désordres politico-économiques. Les tactiques de concurrence interurbaine sont aussi variées que les modes de redistribution eux-mêmes. Toutefois, les attaques menées, au cours des années 1970 et 1980, contre les politiques redistributives ne sauraient être prises pour preuve que ces politiques ne correspondent plus à des stratégies viables de survie urbaine. La ville garde des privilèges et des fonctions de redistribution considérables mais les termes de la concurre-

rence ont assez radicalement changé depuis la fin du compromis keynésien.

Les quatre options que nous avons envisagées ne sont pas mutuellement exclusives. Heureuse est la région urbaine dont la compétitivité est telle en matière de division spatiale de la consommation qu'elle amène à elle des fonctions de décision et de contrôle et avec elles, les personnels à hauts salaires aidant à capter les redistributions fiscales au profit des industries de défense. C'est encore mieux si l'on trouve aussi un choix de technocrates hautement qualifiés et un large apport d'immigration récente prête à s'employer pour de très bas salaires tant dans les services que dans une production ordinaire alimentant un vaste marché de consommation lui-même à la base d'un secteur d'exportation florissant. Pour Los Angeles, par exemple, ce fut la réussite dans chacune de ces quatre options dans la difficile période post-1973. En revanche, des villes comme Baltimore, Lille, et Liverpool connurent des échecs dans tous ces secteurs et les conséquences en furent terribles.

Les lois coercitives de la concurrence interurbaine pour la production, le contrôle et la réalisation de survaleur contraignent le cours de l'urbanisation du capital à des réorientations majeures. Les forces qui pèsent sur l'urbanisation changent, mais avec elles change aussi la signification du procès urbain pour tous les aspects de la vie économique, sociale et politique. Dans une période de transition aussi brutale et souvent en apparence aussi incompréhensible que la nôtre, il est difficile d'évaluer cette signification, d'en déchiffrer les messages complexes ou même de saisir intellectuellement et empiriquement tant la manière dont les diverses forces interagissent que les effets qu'elles produisent.

L'apparence superficielle de la crise et avec elle, le champ des préoccupations sociales et politiques, se sont profondément modifiés entre 1970 et 1980. La sous-consommation ne semblait plus être la contradiction centrale du capitalisme et commença à faire place à la stagflation. Les solutions pour y remédier semblaient bien différentes de celles apportées par la réponse généralement keynésienne à la Grande Dépression. Mais derrière les séductions des industries high-tech (censées résoudre les problèmes d'une productivité en perte de vitesse en même temps qu'elles déclenchent toute une nouvelle vague d'innovations de produits), il y a un monde réel de déqualification aggravée et de travail sous-payé, répétitif et assommant, et accompli par une main d'œuvre largement féminisée. Cette réalité fut accompagnée par nombre d'exposés journalistiques sur la réapparition des ateliers où l'exploitation du travail est intense pour des salaires de misère [*sweatshops*] à New York, Los Angeles, Londres ou Paris, ou autrement dit, un autre type de

solution basée sur un retour à des conditions de travail (non réglementées et tolérées) dont beaucoup pensaient qu'elles avaient depuis longtemps été bannies d'un monde capitaliste censé être civilisé et civilisant. De nouveaux systèmes de travail à distance, de sous-traitance et de travail à domicile (une excellente manière d'économiser sur les dépenses directes de capital fixe et de tirer avantage de l'obligation de travailler dans laquelle se trouvent nombre de femmes) firent leur apparition, favorisés par des systèmes sophistiqués de communication et de contrôle externe. La centralisation des fonctions de prise de décision pouvait aller de pair avec des systèmes de productions fortement décentralisés et même individualisés rendant plus difficile la communication entre travailleurs et donc permettant d'affaiblir la conscience collective et avec elle, la capacité d'action. Derrière les illusions de la ville post industrielle se cachent les réalités de la ville nouvellement industrialisée. Hong Kong et Singapour sont des prototypes ramenés de force dans le monde capitaliste avancé par voie de concurrence interurbaine dans le cadre de la division spatiale du travail.

Les médias nous ont également accoutumés aux grands titres laissant espérer, même pour des régions urbaines ravagées, une renaissance urbaine à partir d'un rapiéçage fait d'ensembles de bureaux, de parcs de loisirs, de centres commerciaux, et d'investissements dans de nouveaux complexes immobiliers et dans la réhabilitation de l'ancien. L'ambiance « branchée » et le dynamisme de certaines villes sont tels que les réalités qui s'y cachent en deviennent difficilement perceptibles. A New York, lieu extraordinaire d'une centralisation gigantesque de pouvoir, d'impérialisme culturel, de consommation ostentatoire et de réhabilitation spectaculaire au profit des classes moyennes (Soho, Upper West Side, et même, au moins en partie, Harlem), un foyer sur quatre vit de revenus inférieurs au seuil de pauvreté et un enfant sur deux grandit dans ces conditions. A Baltimore, l'offre immobilière abordable pour une population dont la paupérisation continue de s'aggraver est inférieure à ce qu'elle était dans les années 1960. Malgré cela, Baltimore fait figure de modèle national et même international de renaissance urbaine basée sur le tourisme et sur une croissance de la consommation ostentatoire. Curieusement, la pénurie de logement, la faim, le manque d'accès aux soins médicaux et à l'éducation, les injustices de la redistribution et les discriminations racistes, sexistes ou basées sur le lieu d'habitation ne font plus la une des journaux, quand bien même la situation est aujourd'hui pire qu'elle ne l'était dans les années 1960 où l'on parlait alors de crise urbaine. Si la question de la distribution ne disparaît pas tout à fait des préoccupations, il s'agit en fait de restructurer les incitations matérielles favorisant l'entreprise et d'affaiblir les

résistances syndicales dans l'espoir de résoudre le problème, non pas de réalisation de profit, mais de capacité de production en perte de vitesse. C'est ce qui explique, dans divers pays capitalistes avancés (en particulier en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis), les attaques sauvages contre l'Etat providence. Cependant, la concurrence interurbaine, en se concentrant sur les subventions aux grandes entreprises et à la consommation des tranches salariales supérieures, alimente ce processus de polarisation au niveau local de manière tout à fait déterminante. L'urbanisation capitaliste perd alors son visage humain et l'on en revient au style d'urbanisation capitaliste que les politiques sociales keynésiennes avaient si vaillamment tenté d'inverser après 1945. Les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres, pas nécessairement parce que certains en auraient décidé ainsi (même si certains, dans les milieux du pouvoir, en décident bel et bien ainsi), mais parce que c'est le corollaire naturel des lois coercitives de la concurrence. Et parmi les diverses dimensions d'une concurrence renforcée, la concurrence interurbaine a un rôle central à jouer.

L'urbanisation du capital

Voilà fort longtemps qu'Henri Lefebvre a démontré (sans avoir été beaucoup suivi, il faut le reconnaître) que l'importance du procès urbain pour la dynamique du capitalisme est bien supérieure à ce que la plupart des commentateurs sont prêts à reconnaître. Le travail que j'ai consacré ces dernières années à l'histoire et à la théorie de l'urbanisation du capital témoigne de la force du message de Lefebvre et ce, à plusieurs titres.

L'urbanisation a toujours été affaire de mobilisation, de production, d'appropriation et d'absorption d'excédents économiques. Dans la mesure où le capitalisme n'en est qu'une version particulière, on est en droit de penser que le procès urbain a une portée plus universelle que l'analyse spécifique d'un quelconque mode de production particulier. Bien des études en urbanisme comparé ont, bien entendu, pris ce chemin. Mais en régime capitaliste, l'urbanisation fait l'objet d'utilisations spécifiques. Les excédents recherchés, mis en mouvement et absorbés sont des excédents de produit du travail (appropriés comme capital et s'exprimant habituellement sous forme de pouvoir monétaire concentré) et de la capacité de travail (s'exprimant comme force de travail sous forme marchandise). Le caractère de classe du capitalisme détermine une certaine forme d'appropriation et une séparation de l'excédent en deux formes contradictoires et parfois mutuellement inconciliables : le

capital et le travail. Quand cet antagonisme ne peut être aménagé, le capitalisme doit enrichir son répertoire de possibilités en recourant à des pouvoirs de dévaluation et de destruction tant des excédents de capital que de travail. Créatrice à bien des titres, particulièrement en matière de technologie, d'organisation et d'aptitude à transformer la nature matérielle en richesse sociale, la bourgeoisie doit aussi assumer le fait déplaisant qu'elle est, pour reprendre les termes de Berman ¹², « la classe dirigeante la plus destructrice de l'histoire de l'humanité ». Elle est maîtresse dans l'art de la destruction créatrice. Le caractère de classe du capitalisme modifie radicalement les conditions et la signification de la mobilisation, de la production, de l'appropriation et de l'absorption des excédents économiques. Le sens de l'urbanisation en est aussi profondément modifié.

Lorsque l'on est confronté à des catégories de ce genre, il est toujours tentant d'en faire des « phases historiques » du développement capitaliste. C'est, dans une certaine mesure, le cheminement que j'ai suivi dans ce chapitre en abordant la mobilisation des excédents dans la ville mercantile, la production d'excédents dans la ville industrielle et l'absorption d'excédents dans la ville keynésienne comme autant de pinces à linge auxquelles on peut suspendre une description abrégée de l'histoire de l'urbanisation capitaliste. Les choses sont toutefois plus compliquées et méritent d'être nuancées. Même si l'accent se déplace, l'appropriation, la mobilisation, la production et l'absorption sont des moments toujours distincts d'un même processus intégré. C'est leur relation d'interdépendance dans l'espace qui compte. Une reconstruction de la dynamique spatiale et temporelle de la circulation du capital dans le cadre des rapports de classes propres au capitalisme signale les points d'intégration d'un mode de production capitaliste. Mais comme on l'a vu pour l'urbanisation dans la période de transition post-keynésienne, toutes sortes de combinaisons stratégiques sont possibles étant donné la forme particulière de l'organisation urbaine et de l'économie dans le contexte de ses relations spatiales.

Même si l'on a de bonnes raisons de présenter l'urbanisation comme l'expression de tout ceci, il nous faut aussi reconnaître que c'est par l'urbanisation que les excédents sont mobilisés, produits, absorbés et appropriés et que c'est par le délabrement urbain et la régression sociale que les excédents sont dévalués et anéantis. Comme tout moyen, l'urbanisation détermine à sa manière des visées et des résultats ; définit à sa manière des possibilités et des contraintes et modifie les perspectives du développement capitaliste comme celles de la transition vers le

12. Berman M., 1982. *All That is Solid Melts into Air*. New York, p. 100.

socialisme. Le capitalisme doit s'urbaniser pour se reproduire. Mais l'urbanisation du capital crée des contradictions. Le paysage social et physique d'un capitalisme urbanisé est, par conséquent, bien plus qu'un témoignage muet des forces transformatrices de la croissance capitaliste et des mutations technologiques. L'urbanisation capitaliste a sa logique propre et ses propres formes de contradiction.

On peut arriver à la même conclusion par un autre chemin. La thèse qui est la mienne consiste à dire qu'il y a un immense intérêt à examiner au plus près la grande complexité et le maillage infiniment sophistiqué de la vie urbaine comprise comme élément clé de tout ce qui peut être fondamental dans l'expérience humaine, dans la formation de la conscience et l'action politique. J'aborde ces questions beaucoup plus en profondeur dans *Consciousness and the Urban Experience*, mais il me faut y consacrer quelques brèves remarques ici. L'étude de la vie urbaine éclaire une multiplicité de rôles, qu'il s'agisse d'ouvriers, de patrons, de femmes au foyer, de consommateurs, d'habitants d'un voisinage, de militants politiques, d'emprunteurs, de prêteurs, etc. Ces rôles ne s'accordent pas nécessairement entre eux. Les individus intériorisent toutes sortes de contraintes, de tensions et les signes extérieurs de conflits individuels et collectifs ne manquent pas. Mais l'urbanisation implique un certain mode d'organisation humaine dans l'espace et dans le temps, mode qui peut comprendre toutes ces forces discordantes non pas pour les réconcilier, mais pour les canaliser vers les nombreuses possibilités d'une transformation sociale tant créatrice que destructrice. Il y a bien plus en jeu ici que de simples intérêts de classes. Toutefois, l'urbanisation capitaliste présuppose la possibilité de mobilisation du processus urbain au profit de configurations à même de favoriser la perpétuation du capitalisme. Comment cela ? La réponse abrégée consiste tout simplement à dire que les choses ne se passent pas nécessairement ainsi. La forme de l'organisation urbaine que le capitalisme implante ne s'adapte pas nécessairement à tout ce que le mode de production lui impose, et ce, pas plus que la conscience individuelle ou collective ne se résume à une lutte des classes simple et polarisée.

Tels sont les dilemmes qui se cachent dans les stratégies de survie urbaine dans la transition post-keynésienne. La volonté de produire des excédents à un endroit dépend de la capacité d'en réaliser et d'en absorber à un autre. La mobilisation d'excédents par le biais de fonctions de prise de décision présuppose qu'une production devant faire l'objet de prises de décision existe. La stabilité d'ensemble du capitalisme dépend de la cohérence de ces intégrations. Cependant, les alliances de classes dans le cadre de l'urbain (même lorsqu'elles sont elles-mêmes organisées de manière cohérente) ne prennent pas forme et ne font pas

stratégie sur la base de questions de coordination aussi générales. Elles entrent en luttes les unes avec les autres pour défendre le mieux possible leurs propres actifs de bases et pour préserver leur pouvoir d'appropriation par tous les moyens. Certes, le capital financier et des grandes entreprises, et dans une moindre mesure, la force de travail, se déplacent entre les entités urbaines (faisant ainsi la vulnérabilité permanente des alliances de classes dans le cadre de l'urbain). Ce qui ne garantit en rien une évolution urbaine parfaitement adaptée aux exigences du capitalisme. Ceci fait simplement apparaître la tension constante entre les divisions sociales et spatiales de la production, de la consommation et du contrôle.

La concurrence interurbaine est donc un déterminant important de l'évolution du capitalisme et joue un rôle fondamental (comme je l'ai montré dans le chapitre 5) dans son développement géographique inégal. Cette concurrence pourrait être perçue comme potentiellement harmonieuse si Adam Smith avait eu raison de penser que grâce à la main invisible du marché, l'égoïsme, l'ambition et les calculs à court terme de chacun ont vocation à être à l'avantage de tous au bout du compte. Mais là encore, c'est la critique impitoyable que Marx fit de cette thèse qui a le dessus. Plus la main invisible de la concurrence interurbaine est parfaite, plus s'agrandit l'inégalité entre capital et travail sur fond d'instabilité croissante du capitalisme. Sur le long terme, le renforcement de la concurrence n'éloigne pas de la crise capitaliste ; il y mène.

Qu'est-ce donc que la transition post-keynésienne et vers quoi s'orientent-elles ? Il n'y a pas de réponse automatique à cette question. Les lois du mouvement capitaliste suivent la trace des contradictions contraignant le capitalisme à évoluer, mais elles n'en dictent pas les chemins. Notre géographie historique reste de notre responsabilité. Mais les conditions dans lesquelles nous cherchons à construire cette géographie sont toujours fortement structurées et contraignantes. Du seul point de vue de la concurrence interurbaine, par exemple, (et il faut reconnaître qu'il s'agit là d'une simplification abusive que je n'essayerai même pas de justifier) nombreux sont les indices de l'accentuation du déséquilibre temporel sur fond de développement géographique inégal soumis à de rapides mouvements de va-et-vient marqués par des phénomènes de dévaluations sporadiques géographiquement circonscrits, eux-mêmes accompagnés de sursauts d'accumulation géographiquement circonscrits et encore plus sporadiques. Les exemples, en l'occurrence, ne manquent pas. Aux Etats-Unis, les villes du Sun Belt qui connurent des succès éclatants au moment du boom énergétique après 1973 sont maintenant en crise à chaque fois que

baisse le prix du pétrole ; Houston, Dallas et Denver, autrefois en pleine expansion, sont aujourd'hui confrontées à de graves difficultés. Des hauts lieux de la haute technologie comme la Silicon Valley virent rapidement au cauchemar pendant que New York, au bord du gouffre au début des années 1970, se met d'un seul coup à gagner des fonctions de prise de décision et même des emplois industriels à main-d'œuvre bon marché tournés vers le marché local. Voilà le genre de revers de fortune susceptible d'avoir lieu en cas de renforcement de la lutte interurbaine pour la mobilisation, la production, l'appropriation et l'absorption de surplus.

Mais existe-t-il des indicateurs plus larges ? Aux Etats-Unis, l'accent mis sur le contrôle et la consommation met la question de l'appropriation au premier plan, devant la production, ce qui, sur le long terme, crée de graves dangers géopolitiques dès lors qu'un nombre croissant de villes deviennent des centres du mercantilisme dans un monde où les possibilités de production rentable se rétrécissent. Ce type de combinaison fragile, au niveau de l'Etat nation, fut directement responsable des modes de répartition déséquilibrés du développement géographique inégal caractéristique de la grande période de l'impérialisme. Et c'est encore ce type de tension que l'on retrouve à la racine des deux guerres mondiales. Cependant, la recherche de possibilités de production rentable dans un environnement de concurrence renforcée entre les entreprises, les régions urbaines et les nations signale des transitions rapides dans les conditions socio-ethniques et organisationnelles de production et de consommation. Ce qui laisse augurer des remises en cause de toutes les structurations cohérentes accomplies dans le cadre de l'économie urbaine, de dévaluations significatives de nombre d'actifs infrastructurels physiques et sociaux qui y ont été construits, et de l'instabilité menaçant les alliances de classes dirigeantes. Cela implique aussi la destruction de nombreux savoir-faire traditionnels du monde du travail, la dévaluation de la force de travail et l'affaiblissement de fortes cultures de reproduction sociale. Ramener le Tiers monde chez soi n'est pas une manœuvre évidente du point de vue de l'urbanisation d'inspiration keynésienne. Il y a ici quelque ironie à ce qu'en s'engageant un peu trop rapidement sur cette voie, le principe de crise inscrit dans le capitalisme passe à nouveau pour un problème de sous-consommation.

Qu'en est-il alors des possibilités de transition vers un autre mode de production et de consommation ? A un moment où la lutte pour la survie au sein du capitalisme domine la pratique politique et économique comme la conscience, il devient plus difficile encore d'envisager une rupture radicale et la construction d'une alternative socialiste. Et

pourtant, les incertitudes et instabilités de la période (pour ne rien dire de la menace de dévaluation massive et de destruction dans le cadre d'une réorganisation interne, de confrontation géopolitique et d'effondrement politico-économique) rendent la question plus cruciale que jamais.

L'alternative ne saurait cependant se construire à partir d'un quelconque et irréel modèle clefs en main. Elle doit être patiemment retravaillée sur la base des transformations de la société telle que nous la connaissons et en tenant compte de ses formes particulières d'urbanisation. L'étude de l'urbanisation du capital montre les possibilités et les contraintes nécessaires que rencontre la lutte pour cet objectif. La géographie historique du capitalisme a profondément contribué à donner forme à des paysages physiques et sociaux. Ces paysages forment aujourd'hui les ressources et les forces productives créées par l'humanité et reflètent les rapports sociaux dont il faudra extraire des configurations socialistes. Le développement géographique inégal du capitalisme peut au mieux être lentement modifié et la maintenance des configurations spatiales existantes (si prépondérantes dans la reproduction de la vie sociale telle que nous la connaissons) implique la poursuite de la structuration et de la répétition des espaces de domination et de soumission, de privilèges et de privations. La question absolument centrale est de savoir comment sortir de cette logique sans détruire la vie sociale. L'urbanisation du capital nous emprisonne de mille et une manières. Tel le sculpteur, nous sommes nécessairement limités par la nature du matériau dont nous tentons de tirer de nouveaux contours, de nouvelles formes. Et il nous faut reconnaître que le paysage physique et social du capitalisme tel qu'il se structure dans sa forme particulière d'urbanisation, contient toutes sortes de défauts cachés, d'obstacles et de préventions hostiles à la construction d'un socialisme idéalisé.

Mais le capitalisme est aussi destructeur, lui-même perpétuellement en révolution, maintenant un équilibre précaire entre des valeurs et des traditions qui lui sont propres et que nécessairement, il détruit pour offrir de nouvelles possibilités d'accumulation. Ce qu'Henry James appelait « le sacrifice réitéré pour le profit pécuniaire » fait de l'urbanisation du capital un processus étonnamment ouvert et dynamique. L'urbain, comme Lefebvre¹³ se plaît souvent à le dire, est le lieu de l'inattendu ; une multitude de possibilités y sont en latence. La question est de comprendre ces possibilités et de se doter des instruments politiques que leur exploitation nécessite. Les tactiques de la lutte des classes doivent se montrer aussi fluides et dynamiques que le capi-

13. Lefebvre H., 1974. *La production de l'espace*. Paris.

talisme lui-même. Aux Etats-Unis par exemple, le passage à un style d'urbanisation plus soumis aux exigences des grandes entreprises dans la période de transition post-keynésienne, ouvre un espace dans lequel les mouvements en faveur d'un socialisme municipal sont plus à même de trouver leur place pour constituer la base d'une lutte politique plus large. Mais pour pouvoir se saisir de cette opportunité, une transition radicale est nécessaire dans les politiques urbaines américaines qui doivent renoncer aux fragmentations pluralistes pour aller vers des choix relevant de la conscience de classe. Les obstacles que ce processus rencontre, comme je l'ai montré dans *Consciousness and the Urban Experience*, sont de taille précisément parce qu'ils sont inscrits en profondeur dans les structures mêmes du capitalisme contemporain. L'individualisme de l'argent, la conscience de la famille et de la communauté, le chauvinisme de l'Etat et des autorités locales font concurrence à l'expérience des rapports de classes sur le lieu de travail et créent une cacophonie d'idéologies discordantes que nous intériorisons tous à des degrés divers.

Mais même à présupposer que c'est la conscience de la classe qui domine dans les rivalités complexes de mouvements sociaux urbains, une autre dimension de la lutte doit être prise en compte. On remarque, par exemple, que dans les pays européens où le socialisme municipal a déjà remporté des victoires et où des orientations politiques sont clairement adoptées sur une base de classe, le pouvoir des grandes entreprises, point d'appui de l'alliance de classes dans le cadre de l'urbain, s'érode et cède la place à l'Etat nation qui permet à la bourgeoisie de rester aux commandes plus facilement ; la distribution des pouvoirs entre région urbaine, Etat et organes multinationaux, est elle-même le résultat de la lutte de classes. La bourgeoisie essaiera toujours d'éloigner l'autorité, les pouvoirs et les fonctions des espaces qu'elle ne contrôle pas pour les installer là où son hégémonie est incontestée. La tension entre ville et Etat, que Braudel¹⁴ juge si importante dans sa description de l'émergence du capitalisme, est toujours d'actualité. Elle mérite une attention plus grande dès lors qu'elle fait partie à part entière des processus de luttes de classes entourant la question de la survie du capitalisme et la production du socialisme. Le capitalisme a survécu non seulement grâce à la production de l'espace, comme nous le dit Lefebvre, mais aussi grâce à la maîtrise du contrôle sur l'espace ; et ceci reste vrai tant au niveau des régions urbaines qu'au niveau de l'espace global de la dynamique capitaliste.

14. Braudel F., 1979, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, Paris, Armand Colin.

L'urbanisation du capital n'est qu'un élément dans un ensemble complexe de problèmes auxquels nous nous trouvons confrontés dans notre recherche d'une alternative au capital. Mais il s'agit d'un élément vital. Comprendre comment le capital s'urbanise et les conséquences de cette urbanisation est une condition nécessaire à l'élaboration de toute théorie de la transition vers le socialisme. Dans le paragraphe de conclusion de *Social Justice and the City*, j'écrivais ceci :

« Un urbanisme authentiquement humanisant reste à inventer. C'est à la théorie révolutionnaire de trouver la voie conduisant d'un urbanisme fondé sur l'exploitation à un urbanisme conçu pour l'espèce humaine. Et cette transformation reste de la responsabilité de la pratique révolutionnaire ».

L'objectif n'a pas changé. Mais il vaudrait la peine de l'inscrire dans une perspective plus vaste. Un mouvement qui lutte pour le socialisme sans se poser la question de l'urbanisation du capital et de ses conséquences est d'avance condamné à l'échec. La construction d'une forme d'urbanisation proprement socialiste est aussi nécessaire à cette transition vers le socialisme que l'émergence de la ville capitaliste le fut pour la survie du capitalisme. Penser les voies de l'urbanisation socialiste revient à énoncer les conditions de l'alternative socialiste elle-même. Et c'est l'objectif que doit se fixer la pratique révolutionnaire.